



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

- - - - -

**Séance publique du
28/05/2015**

- - - - -

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Avant de débiter l'ordre du Conseil de Métropole de ce jour, je voudrais très rapidement vous passer un petit film qui a été réalisé par la Métropole, sur proposition du Vice-Président, Jean-Luc Meissonnier Délégué aux Sports et aux Traditions sportives et de Fabien Abert, Adjoint au Maire de Montpellier, Délégué également aux Sports. Ce petit clip va vous remettre dans l'ambiance magique du FISE qui a été, une fois encore, un succès total. Et également dans l'ambiance du kitesurf à Villeneuve-lès-Maguelone, notre seule plage.

Un film est diffusé en séance.

Merci beaucoup, merci à tous les organisateurs, merci aux Frères Benoît, merci à tous les *riders* de la planète qui sont venus à Montpellier. Merci à Jean-Luc Meissonnier qui a été présent, avec Fabien Abert, du début jusqu'à la fin. Merci à tous les élus. Au Maire de Villeneuve-lès-Maguelone qui a été également présent avec les Adjointes de Villeneuve-lès-Maguelone, que je remercie parce qu'ils se sont investis personnellement dans le kitesurf, dans le Festikite, jusqu'à faire la police dans le parking de Villeneuve. J'ai beaucoup apprécié la façon de s'impliquer sur cette manifestation. Donc, merci à Noël Ségura et à toute l'équipe du Conseil municipal.

Voilà, simplement pour vous dire que ce petit clip que vous venez de voir, vous êtes à jeun de l'avoir vu sur les télévisions nationales. Il y a un problème ! Vous êtes à jeun de l'avoir vu sur les télévisions nationales. C'est un festival international qui ne se passe qu'ici, comment se fait-il qu'il n'ait pas été diffusé ? Donc, l'an prochain, nous ferons mieux avec moins. Mais cette année encore, 550 000 personnes sur le site de Montpellier pour le FISE, donc succès total.

C'était un petit détail que je voulais relever à l'occasion de ce clip qui est très bien fait et qui mérite très largement d'être diffusé, très largement. Jean-Luc Meissonnier sur ce sujet.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Ce clip résume en fait la volonté de se différencier d'autres territoires qui n'ont pas la chance d'avoir, d'une part, une dynamique clairement affichée en faveur de la jeunesse et de tout ce qui est sports émergents et notamment sports extrêmes. Et je tiens à souligner que ce qui a été relevé, notamment au FISE, c'est que cette année le FISE a pris une dimension toute particulière par rapport aux autres années, affichée par une dynamique, même si vos prouesses sur le BMX ont bien sûr été relevées par les uns et les autres. Au niveau du Festikite, même si c'est un événement que l'on pourrait qualifier moindre par rapport à la population, ce qui a été relevé, c'est que nous sommes, dans toutes les catégories, une terre de *riders*. Et je crois qu'être rider en sport extrême peut très bien rejoindre le fait d'être rider en politique. Et la politique, selon comment on la pratique, peut être une politique extrême, mais passionnante. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Jean-Luc. Fabien Abert.

Monsieur ABERT

Monsieur le Président, chers collègues. Simplement pour revenir sur ces dernières semaines qui se sont déroulées où le FISE, le Festikite, où Montpellier Méditerranée Métropole a encore une fois prouvé que le sport avait toute sa place au-delà du sport, dans un contexte général, les sports collectifs qui brillent au quotidien. Il y a une vraie dynamique autour des sports extrêmes qui a été saluée par l'ensemble des organisateurs et qui vous remercie également de votre investissement, que ce soit financier, mais également de votre présence sur les différents événements qui ont été salués et remarqués. Il y a une vraie dynamique. Et au-delà du sport et de la discipline, c'est réellement une économie qui est en place. Par exemple sur le FISE, les hôtels de la ville ont été fortement mis à contribution pour héberger l'ensemble des partenaires. Nous avons également vu de nombreuses délégations étrangères intéressées par ces événements. Sur le Festikite, Villeneuve a été le centre mondial du Festikite pendant quelques jours. Et au-delà de ça, il y a des entreprises qui travaillent au quotidien là-dessus. Et en tout cas, cette démarche de porter ces sports extrêmes est saluée par l'ensemble des acteurs du territoire et c'est aussi un marqueur d'identité. Et donc, nous espérons et nous sa-

vons que, sur les années à venir, les sports extrêmes vont prendre encore plus d'importance et de valeur et derrière, c'est l'économie de notre territoire qui en sera bien sûr bénéficiaire.

Et je tenais à remercier Jean-Luc Meissonnier pour son étroite collaboration avec la ville de Montpellier tout au quotidien de ces différents événements.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Abert. Je me joins aussi à vos remerciements. Et je remercie Fabien Abert et Jean-Luc Meissonnier pour les réunions de concertation qu'il y a eu avec la population de Montpellier. Avec les commerçants, les riverains, avec la *Speed* qui a été, pour la première fois, installée sur la place Georges Frêche et qui a permis aux commerçants de bien travailler. Et qui a permis aussi au FISE de s'agrandir puisque des milliers de personnes sont allées voir les concours d'hommes volants – parce que l'on ne peut pas dire autrement – soit sur les *bikes*, soit sur les trottinettes qui étaient pour la première fois présentes. Donc, c'est un succès, mais j'aimerais que ce succès dépasse, par les images, les frontières du Sud de la France.

Avant de débiter l'ordre du jour, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations.

Je rassemblerai le 20 juin, au château de Castries, pour la deuxième séance, le Parlement des territoires. Je le rassemblerai comme je l'avais indiqué et promis aux Présidents de Communautés de communes et aux Maires présents. Il y aura deux points à l'ordre du jour : la Charte de fonctionnement et un premier point thématique à évoquer, le tourisme.

Je sais que des esprits chagrins expliquent que j'utiliserais le Parlement des territoires pour je ne sais quelle compétition politique. Mais ils ne peuvent pas m'empêcher de parler quand même, ni de respirer. Ça veut dire quoi ça, toujours accuser les gens ? On peut quand même faire de la politique proprement dans ce pays. Ceux qui voudront venir viendront, ceux qui ne voudront pas venir ne viendront pas. Ça n'est pas un problème, chacun est libre, libre de faire ce qu'il a envie de faire et je ne forcerai personne. Et je n'en tiendrai rigueur à personne, comme j'ai fait pour la Métropole. C'est la base du volontariat. J'entends ici et là que certains exprimeraient des sortes de pression, il faut arrêter. Les gars, allez au FISE, prenez l'air, prenez le soleil, détendez-vous. Je ferai ce que j'ai dit, je rassemblerai le Parlement des territoires, ceux qui voudront venir viendront. Et cela concerne six départements. Donc, s'il y en a quelques-uns de l'Hérault qui ne viennent pas, ça n'est pas grave, il y en aura d'autres du Gard, de l'Aude et des Pyrénées Orientales qui viendront. Et puis s'il n'y en a qu'un qui vient, ça n'est pas grave non plus, je ferai la réunion pour un seul, je l'ai déjà fait. Mais je ne reculerai pas.

Deuxième point, et je tiens à vous en informer, j'ai été convié par le Premier Ministre à Matignon, le 15, en compagnie de Madame Delga, de Monsieur Alary. Je m'y rendrai parce que je n'ai aucune raison de refuser l'invitation du Premier Ministre. Je m'y rendrai pour écouter.

Troisième point, cela concerne Montpellier Events. Je prends acte de la décision de Park and Suites de se retirer sur le *naming*. J'ai été alerté, depuis quelque temps, sur la dégradation de cette institution, par d'autres partenaires financiers. Donc, j'en prends acte et je souhaite que la situation s'améliore, mais nous ne sommes pas à la présidence de cette institution. C'est la Région qui la préside, ce n'est ni la Ville, ni la Métropole.

Je tiens cependant à alerter sur les difficultés qui mettent en péril Montpellier Events. Difficultés liées au retrait des sponsors, liées aux finances, liées au climat social. J'alerte à mon tour.

Point suivant, je rendrai publics un certain nombre d'audits au prochain Conseil municipal de Montpellier, ceux qui concernent le CCAS, le service des sports et le service de l'éducation. Et au prochain Conseil de Métropole, celui qui concerne la SPA. Il y en a beaucoup qui ont été lancés et nous les rendrons publics les uns après les autres.

Dernier point d'information. J'ai demandé à Madame Sophie Salelles d'être Chef de projet sur le tourisme. Elle sera rattachée à la Direction de l'économie de Monsieur Philippe Boulet, Directeur. Il faut un Chef de projet solide qui connaisse bien le territoire.

Je vous propose de passer à l'ordre du jour. Je vous propose, comme Secrétaire de séance, Mademoiselle Maud Bodkin. S'il n'y a pas d'autre candidat, je lui demande de venir s'asseoir à la tribune. Je demande aussi à Madame Catherine Dardé, première Vice-Présidente, de venir me rejoindre. Et demande du même élan à Mademoiselle Bodkin de faire l'appel.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel.

Mademoiselle BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc délibérer.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Je vous propose d'approuver l'ordre du jour qui comprend 59 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 28 AVRIL 2015

Monsieur le Président

L'affaire 2, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance publique du 28 avril. Vous avez pris connaissance de ce procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler ou des remarques à formuler sur sa rédaction ? Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Je n'ai pas de remarque sur le fond, mais c'était pour faire un peu une suite de la délibération de la semaine dernière, pour avoir un peu votre position sur ce qui s'est passé vendredi matin au Conseil régional. En lisant la presse comme tout le monde, j'ai cru comprendre que Monsieur Alary avait rejeté le volet métropolitain sur le Contrat de plan Etat Région en disant qu'il avait été envoyé tardivement par vos services. Je voulais donc savoir ce qu'il en est. Est-ce que c'est vrai ou pas ? Et si c'est vrai, je voudrais avoir des explications sur le sujet. Sachant que c'est quand même dommageable pour notre Métropole.

Après, effectivement, je comprends que vous n'étiez pas très satisfait de ce qui s'est passé vendredi dernier, et sûrement à raison, pour la défense de notre territoire métropolitain et là, nous tirons tous dans le même sens.

Je crois comprendre aussi que Monsieur Delacroix a voté pour ce Contrat de plan Etat Région. J'aimerais donc avoir votre sentiment là-dessus. Même s'il a bien sûr toute liberté dans ces choix, il est quand même lié à la Métropole.

J'aimerais donc que l'on ait un petit point d'actualité sur ce sujet qui est quand même important.

Monsieur le Président

Bien sûr et merci de me poser la question. Est-ce que vous avez lu le journal du lendemain ?

Monsieur LARUE

J'ai lu quelques bribes effectivement.

Monsieur le Président

Parce que sur le journal du lendemain, j'ai fait un rectificatif en expliquant que depuis le mois d'octobre 2014, nous sommes en discussion avec les services de la Région. J'ai également indiqué que nous avons eu trois réunions en compagnie de Monsieur le Préfet, à la Préfecture. Les deux dernières, Monsieur Mesquida était présent. C'est d'ailleurs là que nous avons discuté les contournements Est et Ouest sur le volet Contrat de plan Etat Région classique, pour indiquer que ce qui était formulé par Monsieur Alary parce qu'effectivement, nous étions en relation depuis le mois d'octobre. C'est-à-dire depuis pratiquement six mois, sur le volet métropolitain.

Alors, on peut toujours, en séance, organiser une réponse de ce type, mais ce n'est pas la réalité. Et ça a été parfaitement retracé dans le journal du Midi Libre de dimanche, à la page Région, par Monsieur Jean-Marie Gavalda.

Monsieur LARUE

A l'avenir, puisque nous avons été historiquement victimes, dans notre territoire, de luttes intestines entre plusieurs Présidents de collectivités, ce serait dommage que ça recommence, donc j'aimerais que Monsieur Alary pense un peu plus à la Métropole de Montpellier et qu'il soit plus cohérent dans ses choix. Et peut-être qu'il revienne sur sa position sur le volet métropolitain, sauf à nous démontrer que vos propos ne sont pas justifiés.

Monsieur le Président

Là-dessus, je suis d'accord avec vous, Monsieur Larue. Je partage votre sentiment.

Monsieur LARUE

Dans ce cas, il faut peut-être remettre une pression sur ce sujet.

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas, la pression est là. Ensuite, pour le vote de Monsieur Delacroix, Monsieur Delacroix, en tant que Conseiller régional, a pris la parole pour indiquer que l'attitude de la Région n'était pas concevable et convenable. Ensuite, Monsieur Alary, dans sa réponse, lui a indiqué qu'une grande partie des propositions pourrait être mise à l'étude et acceptée par l'Assemblée régionale et il a voté pour.

Monsieur Delacroix est Conseiller régional, il est libre de ses votes. Moi, j'aurais fait comme Monsieur Navarro, je me serais abstenu, mais je ne suis pas Conseiller régional.

Et vous avez voté pour, vous ? Allez-y, Madame Jamet.

Madame JAMET

Oui, moi je suis Conseiller régional. C'est pour ça que la veille, quand vous nous avez demandé de vous donner un blanc-seing et la possibilité de signer ce Contrat de plan Etat Région qu'aucun de nos collègues n'a eu entre les mains, avec un volet territorial que vous n'avez jamais vu, que je n'avais jamais vu, je vous ai mis en garde et je vous ai dit « on ne peut pas voter un document ».

Monsieur le Président

Mais demandez à l'administration de la Région de vous fournir les documents.

Madame JAMET

Je vous l'ai dit la dernière fois, je vous ai dit que l'administration socialiste fonctionne de façon tout à fait démocratique.

Monsieur le Président

Laissez le parti socialiste en dehors de nos propos, s'il vous plaît.

Madame JAMET

Dans la mesure où l'on nous donne au dernier moment des documents sans nous donner le temps de la relecture. Moi, je vous ai amené le CPER, c'est 116 pages et vous avez un correctif. Vous avez quelques pages de correctif qui sont ajoutées au dernier moment.

Et vous avez au lieu de « la Région mobilisera 733 millions, 735 millions ».

« L'Europe, les fonds européens, au titre du CPER seront de plus de 230 millions d'euros ». Au lieu de ça, il convient de lire « 200 millions d'euros ».

« Mobilité multimodale représente un coût de 597 millions d'euros apportés par l'Etat et la Région ». Au lieu de lire 597, lire « 444 millions d'euros ».

Au lieu de lire 268 millions, lisez 219 millions.

Monsieur le Président

J'entends bien, Madame Jamet, mais nous n'allons pas faire l'exégèse du texte régional. Je vous crois sur parole.

Madame JAMET

Mais croyez-moi sur parole. Simplement, je ne comprends pas que vous continuiez de vous obstiner dans cette inertie, dans cette apathie ou dans cette incrédulité totale. A un moment, je me suis demandée et je crois que vous avez engagé parce que vous avez un véritable talent. Vous avez un talent que l'on ne peut pas vous dénier, vous engagez 90 personnes à voter pour quelque chose qu'elles ne connaissent pas, qu'elles n'ont jamais vu et elles le font d'une main, les yeux fermés.

Ça, démocratiquement, ça n'est pas admissible, mais vous arrivez à le faire, tant mieux.

Mais quand je vous entends dire que vous allez monter à l'invitation du Premier Ministre, « je m'y rendrai pour écouter », c'est tout ce que l'on vous demande de faire. Je suis montée à l'Assemblée nationale, j'ai été reçue par le porte-flingue de Valls et je vous dis, on vous écoute 20 minutes. Et une fois que vous avez terminé, on vous dit « c'est bon, vous avez eu votre temps, maintenant on fait ce qu'on veut, la décision est prise ». La concertation, ça vient bien après, c'est une formule bien consacrée.

Monsieur le Président

Ça s'appelle le protocole républicain, c'est normal. C'est comme quand je reçois Madame Vallaud-Belkacem, il y en a qui m'en ont voulu. Mais en tant que Maire de la Ville et Président de la Métropole, quand un ministre vient à Montpellier, je le reçois. Ça s'appelle le protocole républicain. Le Premier Ministre invite le maire de la huitième ville, j'y vais, c'est normal.

Madame JAMET

Le Maire à plein temps de la première ville qui souhaite vraisemblablement faire pression, avec peut-être la Métropole ou par l'intermédiaire de nos collègues, pour essayer de savoir s'il va partir ou pas aux régionales, ça ne fait pas avancer le schmilblick.

Monsieur le Président

Mais ne mélangez pas tout.

Madame JAMET

Je ne mélange pas tout, c'est vous qui mélangez tout. Et je ne comprends pas que vous continuiez de persister dans une attitude qui n'est pas offensive, qui n'est même plus défensive, mais qui est attentiste. Ça n'est pas comme ça que nous allons gagner.

Alors, je suis ravie de voir que les uns et les autres font le marchepied, la courte échelle, etc., et qu'on y va, mais je ne comprends pas qu'il n'y ait toujours pas chez vous une volonté affirmée, une stratégie, une offensive. Je ne comprends pas que 90 personnes ici ne se battent pas derrière vous et ne disent pas clairement non. Et ça n'est pas avec cette attitude-là que vous aurez gain de cause.

Monsieur le Président

On verra, on comptera à la fin.

Madame JAMET

Et c'est en tant que Conseillère régionale que je vous le dis. Je pratique Monsieur Alary depuis pas mal de temps, je peux vous dire que quand il dit que Madame Delga a reçu et entendu ses sollicitations, rien du tout. Quand Madame Delga dit « il n'y aura pas de mobilité géographique forcée ». Elle ne dit pas qu'il ne va pas y avoir des déménagements, des délocalisations en Midi-Pyrénées, elle dit que ça ne sera pas forcé. C'est comme un plan social.

Monsieur le Président

Madame Jamet, nous n'allons pas faire la campagne des régionales, je ne suis pas candidat.

Madame JAMET

Pas tout de suite, vous ne la faites pas vous bien sûr.

Monsieur le Président

Je ne suis pas candidat.

Madame JAMET

Vous êtes toujours candidat. Moi, par contre, je défends Montpellier et la Région. Et je peux vous dire qu'Alary ne la défendra pas.

Monsieur le Président

On arrête. Merci de votre intervention.

Je mets aux voix le procès-verbal, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Il s'agit de l'application de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Avez-vous des observations à formuler ? Je le mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°4 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR – ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°5 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CITE INTELLIGENTE – APPEL A MANIFESTATION D'INTERET CHALLENGE BIG DATA DU FSN – CONVENTION DE SOUTIEN A DES ACTIONS D'ANIMATION DE CHALLENGES AVEC BPIFRANCE AU TITRE DU PROJET COMMUN AVEC LE POLE IMAGE ET RESEAUX ET RENNES METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion.

Madame MARION

Merci, Monsieur le Président. Concernant cette cité intelligente, lors de la labellisation de la Métropole en tant que Métropole French Tech, Rennes Métropole a également été labellisée. Et toutes les deux ont participé et ont proposé un projet en mai 2014. Les deux Métropoles, accompagnées par un Pôle de compétitivité image et réseau, ont choisi le thème des données utilisées pour la gestion des villes entre autres, vu que nous travaillons toutes les deux sur le même programme.

Nous sommes soutenus différemment. Vous savez que nous, toutes nos données sont soutenues chez IBM. En ce qui concerne Rennes, c'est Dassault Systèmes. IBM et Dassault ont donné l'autorisation d'accéder à la plate-forme de données et qu'elle soit mise dans le projet Big Data.

Le challenge Big data est organisé sous le pilotage de Montpellier Méditerranée Métropole et de Rennes Métropole et le Pôle image et réseau. Effectivement, quand nous avons déposé ce dossier toutes les deux, nous avons été retenus et il est important de participer, à ce challenge Big Data.

Evidemment, ce challenge a pour objectif de faire émerger entre autres des applications innovantes de la ville, cette plate-forme en temps réel de pilotage de la ville avec IBM et des plates-formes 3, des expériences *city* Dassault Systèmes.

La sélection s'appuiera sur les thèmes habituels puisque nous avons fait un appel à idées dernièrement, que nous remettrons d'ailleurs demain, dans le cadre de la Cité intelligente, de *Smart city*, des prix qui seront donnés aux *start-ups* et aux entreprises qui ont participé. La sélection, c'est le service, l'adéquation, un ca-

ractère innovant, évidemment qu'il y ait des retombées économiques prévues. Nous allons également juger l'intérêt, la pertinence et la capacité à être expérimenté de façon massive.

Donc, l'objectif de ce challenge et le financement par BPI France portera sur 10 projets, 10 projets de développement à hauteur de 70 000 euros maximum pour chacun. Montpellier Méditerranée Métropole recevra également une aide financière à hauteur de 35 000 euros pour l'année au titre de l'organisation et de l'animation de ces challenges.

Je vous demande donc, Monsieur le Président et chers collègues, d'autoriser la participation au challenge Big Data, d'adopter le règlement, de dire que les crédits seront prévus au budget de l'exercice 2015 et d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de soutien à des actions d'animation de ce challenge.

Monsieur le Président

Merci, Chantal. Qui demande des explications ? Je mets aux voix l'affaire 5. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°6 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion.

Madame MARION

Il s'agit d'un renouvellement comme chaque année. C'est le soutien à Invest Sud de France. Le partenariat existe depuis 2013. Une nouvelle convention a été proposée pour 2015. Cette subvention est de l'ordre de 36 000 euros. Sachant qu'il faut faire mieux avec moins, la subvention a été légèrement baissée, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion. Qui veut prendre la parole ? Madame Jamet. Soyez concise, s'il vous plaît.

Madame JAMET

Surtout si vous me coupez le micro au fur et à mesure.

Monsieur le Président

Je ne vous le couperai pas, mais soyez concise.

Madame JAMET

Nous ne voterons pas ce dossier avec Invest Sud de France. Nous considérons que tous les machins qui ont été mis en place par la Région, vous m'excuserez du peu, n'ont pas l'efficacité qu'ils devraient avoir, surtout avec les moyens qui sont donnés, à tous points de vue, et Invest Sud de France non plus.

Je pense que si on veut soutenir les entreprises, je vous l'ai déjà dit, il faudrait déjà alléger la fiscalité. Je pense aussi que ça n'est pas en subventionnant les multinationales comme on le fait à tout va et ça n'est pas face à la concurrence de Toulouse que nous allons exister.

Mais Invest Sud de France, le Comité tourisme, etc., vous parliez tout à l'heure d'Arena, c'est de la politique de perdage systématique. Le challenge, je vous l'ai dit, tant que les uns et les autres penseront d'abord à sauver leur siège avant de sauver les emplois, on en sera toujours là. Et dans tout ce que vous nous présentez, dans tout ce que vous nous exposez politiquement ou économiquement parlant, je ne vois pas de volonté réelle de faire avancer cette Région.

Pour en terminer, je tiens à vous dire une chose, je n'ai pas voté le Contrat de plan Etat Région, je suis cohérent avec mes principes et mes déclarations.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet. Qui demande la parole ? Monsieur Pastor.

Monsieur Gilbert PASTOR

Je voudrais répondre à Madame Jamet qu'Invest Sud de France a joué un rôle majeur, entre autres, dans l'installation de Kawneer sur Via Domitia 2. Je crois que l'on ne peut pas réécrire l'histoire, il faut prendre à César ce qui est à César.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor.

Madame MARION

Monsieur le Président, est-ce que je peux rajouter quelque chose ?

Monsieur le Président

Oui, Madame Marion.

Madame MARION

Madame Jamet, comme vous intervenez souvent sur toutes les affaires que je traite au niveau du développement économique, je sais que vous vous êtes inscrite à la Commission développement économique et enseignement et je ne vous ai jamais vu. Donc, ce serait avec plaisir que je vous accueillerai à la prochaine commission, nous pourrions ainsi discuter en tête à tête, ainsi qu'avec toutes les personnes qui composent la commission et qui seront présentes. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Madame Marion, c'est sur l'économie, Monsieur Travier, c'est sur la culture, Madame Jannin, ce sera sur l'urbanisme.

Madame JAMET

Vous ne pouvez pas nous reprocher en même temps de lire les dossiers parce que nous n'avons que ça à faire et en même temps de ne pas faire la grâce aux uns ou aux autres de ne pas participer aux commissions. Même si je n'étais pas à cette commission, vous conviendrez avec moi que je suis au fait des dossiers, que je les lis, que je les étudie. Je les étudie tellement bien que Kawneer, si vous voulez en reparler, nous allons en reparler. Et on va parler de Computacenter qui délocalise en Hongrie. Qui est une multinationale anglo-saxonne dans laquelle vous versez des fonds.

Monsieur le Président

Et qui embauche 200 personnes dans la Métropole. Dites tout.

Madame JAMET

Oui, elle en a licencié 300 à Paris. Donc, vous subventionnez des multinationales. Je connais mes dossiers, vous devriez en faire autant.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 6. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°7 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DELEGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°8 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – AUTORISATION DE SUBVENTION A CPCLR POUR LA MANIFESTATION XTREMUP – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Evidemment, je n'ai rien contre les sports extrêmes comme en parlait notre collègue, Monsieur Meissonnier. J'ai quand même deux questions. Il y a donc une rallonge de 5 000 euros qui est demandée après les 1 565 000 euros que nous avons versés dans cette manifestation. Qui, au demeurant, chaque fois ramène de l'argent. D'ailleurs, je ne sais pas pourquoi, l'année dernière, pour un euro investi, il y avait 7 euros de retombées et cette année, pour 1 euro investi, il y a 24 euros de retombées. Je suppose que, à l'image du gouvernement, vous pensez que le pouvoir d'achat des Français a explosé et que maintenant, ils peuvent tout se permettre. Il y a un excellent site qui s'était permis de faire un calcul.

Monsieur le Président

Quelle est votre question ?

Madame JAMET

Donc, ça ne vous intéresse pas de savoir ?

Monsieur le Président

Ça n'est pas que ça ne m'intéresse pas, c'est que vous voulez poser une question à Madame Marion, formulez-la et posez-la.

Madame JAMET

Nous avons un Conseil de développement de la Métropole de Montpellier qui est présidé par Madame Katia Vidic. Donc, qui a des visées, des objectifs opérationnels et qui travaille directement en relation avec la Métropole et les investissements et les subventions.

Monsieur le Président

Mais non, Madame Jamet. Madame Marion, répondez. Les 5 000 euros, c'est pour le fonctionnement du Conseil de développement. Madame Marion, répondez.

Madame JAMET

J'ai une question. Est-ce qu'il est vrai que, sous la présidence de Madame Katia Vidic qui dirige le Conseil de développement de la Métropole de Montpellier, au titre de développements touristiques, Monsieur Hervé André-Benoît qui est co-fondateur du FISE participe ? Vous savez, c'est un petit peu comme les flux touristiques où Monsieur Maurice était Président du CESER et Président de l'Association des flux touristiques. Il y a quand même un mélange des genres. Il y a quand même quelquefois, peut-être pas des conflits d'intérêts, mais je crois des associations qui ne sont pas admissibles.

Monsieur le Président

Allez-y, Madame Marion.

Madame MARION

Madame Jamet, justement, Madame Katia Vidic, qui est Présidente, fait remonter les idées émergentes de cette commission. Si vous avez des idées émergentes, au niveau de cette commission, vous les faites remonter et à ce moment-là, si ça concerne le développement économique, on étudie le dossier et on donne une subvention.

Madame JAMET

Et j'aurais toutes les chances d'avoir une subvention de 1 500 500 euros comme a réussi à avoir Monsieur André-Benoît.

Madame MARION

Madame Jamet, il faudrait qu'à un moment donné, vous soyez souriante et positive. Il faut être positif dans la vie et soutenir tout ce qui est jeunesse.

Madame JAMET

Mais applaudissez, applaudissez. Vous ne me dérangez pas, vous savez.

Monsieur le Président

Bon, Madame Jamet, je vous l'explique, on soutient les jeunes. Voilà.

Madame JAMET

Non, pas si vous avez quelqu'un à qui vous donnez des subventions...

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 8. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°9 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITES POUR LES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) – ADHESION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°10 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ CHARLES MARTEL EXTENSION – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DESIGNATION D'UN AMENAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMENAGEMENT – CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'EXAMEN DES PROPOSITIONS - ELECTION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Dans la mesure où il y a un vote, nous allons procéder à ce vote.

Je vous propose cinq membres titulaires :

Madame Jannin, Monsieur Ségura, Madame Gianiel, Madame Navarre, Madame Lloret.

Et cinq membres suppléants ;

Monsieur Youssous, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Pellet, Madame Kerangueven, Monsieur Raymond.

Ceux qui sont d'accord avec la liste proposée mettent 1, ceux qui ne sont pas d'accord mettent autre chose.

Les scrutateurs sont Mademoiselle Bodkin et Monsieur Abert.

Je vous donne les résultats de l'affaire 10 :

81 présents, 81 votants, 1 bulletin nul, 7 bulletins blancs, 73 exprimés.

La liste 1 est élue.

AFFAIRE N°11 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SUBVENTION 2015 A L'ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES (APFTE) – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Voilà la situation. Au cours d'une séance précédente, j'avais volontairement retiré de l'ordre du jour cette subvention qui faisait l'objet de plusieurs remarques des Chambres Régionales des Comptes de plusieurs départements. Et j'avais dit, en substance, que cette subvention serait réétudiée à l'aune de la réponse que me ferait la Chambre Régionale des Comptes de Montpellier. J'ai reçu la réponse et en substance, voilà ce qui est dit. Les subventions versées par les collectivités reposent sur des bases juridiques discutables et le Président de la Chambre Régionale des Comptes a demandé au magistrat en charge du contrôle de notre collectivité de traiter cette question dans son rapport d'examen en cours. Ce qui veut dire en clair que je n'ai pas d'interdiction formelle de la part de la Chambre Régionale des Comptes de verser la subvention.

D'autre part, les autres collectivités, ayant vu la Métropole retirer de l'ordre du jour la subvention à l'Association des flux touristiques, ont pris pour prétexte notre attitude pour ne pas voter la leur. Autrement dit, l'ensemble des vols concernés par ces subventions sont aujourd'hui largement grevés par le fait que l'ensemble des collectivités se soient retirées. Et ce que je sais, comme c'est nous les premiers qui avons soulevé le problème et que les autres ont pris prétexte de notre attitude pour ne rien verser, c'est qu'au bout du compte, c'est le Président de la Métropole qui va porter le chapeau pour tout le monde et toutes les autres collectivités. Ça ne me gêne pas de porter les chapeaux, j'en porte déjà quelques-uns.

Mais dans le cas précis, je n'ai pas d'interdiction formelle de faire voter la subvention. Ce qui est clairement indiqué, c'est que cette subvention sera parfaitement étudiée lors d'un contrôle, qui va venir maintenant, de la Chambre Régionale des Comptes. Ça veut dire que peut-être cette subvention sera interdite, mais pour l'année suivante, 2016. Si c'était le cas, bien entendu, je me conformerais à l'avis de la Chambre Régionale des Comptes. Mais à ce jour, je n'ai aucune mention de la retirer définitivement. Je demanderai donc à ce qu'on la vote. Je suis conforme à ce que j'ai dit lors de la dernière séance.

Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Monsieur Martin, Madame Jamet, Monsieur Rouilleault, Monsieur Cour et Monsieur Larue. Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Nous faisons donc marche arrière sur cette question-là.

Monsieur le Président

Non, on respecte ce qu'on a dit, on ne fait pas marche arrière.

Monsieur MARTIN

Laissez-moi terminer ma phrase.

Monsieur le Président

Oui, mais il ne faut pas dire des mensonges.

Monsieur MARTIN

Ne m'interrompez pas déjà en suivant une argumentation que vous venez de donner. Vous dites qu'il n'y a pas d'interdiction formelle de la part de la Chambre Régionale des Comptes. Me semble-t-il, la Chambre Régionale des Comptes n'a pas à donner d'interdiction formelle. Elle peut dire si les choses se passent normalement, légalement ou pas, mais ce n'est pas son rôle à elle de donner une interdiction. Et elle précise quand même, d'après ce que vous dites, que les bases juridiques sont discutables. Donc, à partir du moment où les bases juridiques sont discutables, je suis gêné que l'on remette au vote une affaire qui est confirmée comme étant sur des bases juridiques discutables. Je trouve ça quand même très gênant.

En particulier, je crois savoir que jusqu'à maintenant, ces subventions n'avaient jamais été notifiées à la Commission européenne. Est-ce que cela a changé ? Est-ce que pour l'affaire d'aujourd'hui, la subvention qui nous est soumise aujourd'hui, est-ce que cette fois-ci ça a été notifié à la Commission européenne oui ou non ? Je vous pose la question.

Ensuite, au-delà de cette question légale, il y a la question de savoir si cette subvention est légale ou pas dans les conditions où elle est versée. Et puis après, il y a est-ce que je suis d'accord politiquement ou pas.

Et là, je trouve un argument, dans l'affaire telle qu'elle a été rédigée et telle qu'elle nous est proposée, qui me dérange, ça frôle même les billevesées pour être politiquement correct.

Si je cite rapidement la phrase qui nous est proposée, « ayant connaissance des retombées économiques », « ayant connaissance », j'aimerais bien et je vais en donner la petite connaissance que j'en ai. Mais je demande justement depuis longtemps à en avoir connaissance. « Ayant connaissance des retombées économiques touristiques et sociales des flux générés, notamment grâce aux opérations de marketing territorial, souhaite poursuivre l'accompagnement avec l'Association promotion des flux touristiques ».

Si les actions marketing de cette association donnaient des résultats, j'en serais fort épaté. Parce qu'il faut quand même aller voir ce que sont les opérations marketing de cette association. Il faut aller voir sur le site de Ryanair, etc., à quoi ça ressemble. Ça ne vaut même pas quelques milliers d'euros. Or, ça coûte, grosso modo, de ce que je crois savoir, à l'ensemble des collectivités, de l'ordre de 2 millions d'euros. Il y a à peine quelques milliers d'euros de travail marketing là derrière.

En plus, 80 % des subventions qui sont versées à cette association sont ensuite réorientées vers Ryanair via leur fameuse filiale qui est installée dans un paradis fiscal. Mais 90 % va à Ryanair. Si on regarde sur les trois ou quatre dernières années, le trafic de Ryanair, il est en baisse entre 2011 et 2014 de 16 à 17 %. c'est-à-dire qu'ils captent 80 % de ces subventions et son trafic est en baisse de 16 ou 17 %. Ce qui prouve bien que le travail marketing qui doit être fait n'est certainement pas fait. Et en plus, arrêtons ! On sait très bien, et ça a été dit plusieurs fois ici par ceux qui défendent cette question-là, ça a été reconnu plusieurs fois qu'il s'agit tout simplement d'un chantage de Ryanair qui nous dit « si vous ne payez pas, je vais m'installer ailleurs ». Alors, essayons de ne pas prendre les élus pour des imbéciles avec ce genre d'arguties. Parce que c'est une argutie cette histoire-là et ce qui nous est écrit là, « en ayant connaissance des retombées économiques ». On sait comment ça fonctionne, c'est totalement surréaliste de l'écrire comme ça.

Je refais donc deux propositions que j'avais déjà faites. Il y en a une, vous l'aviez repoussé la dernière fois, qui est d'avoir une Commission de contrôle des subventions et de l'argent public qui est versé aux entreprises privées pour que l'on sache justement exactement ce qui en est fait et que l'on ait de véritables remontrances là-dessus. Parce que je suis désolé, nous ne les avons pas.

Et ensuite, et ça, ça fait longtemps que je le dis, je l'avais déjà dit à l'époque où Georges Frêche était président. Et je me souviens d'ailleurs de sa réponse, il m'avait dit « Martin, vous avez raison, mais on le vote quand même ». Pourquoi ne met-on pas autour de la table l'ensemble des collectivités concernées ? Au moment où nous faisons des réformes territoriales qui donnent la Métropole, une réforme territoriale qui donne une grande Région, comment se fait-il que l'on ne peut pas être capable de mettre autour d'une table la Ville de Montpellier, de Nîmes, de Béziers, de Perpignan, de Carcassonne, les Métropoles ou les Agglomérations qui correspondent, les Départements qui correspondent, la Région qui correspond pour dire « cessons de répondre à ce chantage de Ryanair. Faisons le rapport de force ».

Monsieur le Président

Merci, par votre intervention, de justifier l'utilité du Pôle métropolitain.

Monsieur MARTIN

Et justement non, parce que j'aimerais bien l'avoir la justification et j'en vois pile l'inverse. Parce que ce qui justifie ces réformes territoriales les unes après les autres, c'est justement systématiquement l'argument de la coopération. Voilà bien un dossier sur lequel on devrait voir cette coopération et on ne la voit pas. Donc, tant que nous ne mettrons pas tous ces acteurs-là autour de la table, je pense qu'effectivement nous nous mettrons systématiquement dans la situation de céder au chantage de Ryanair.

Voilà pourquoi, encore une fois, je voterai contre cette affaire-là. Et au passage, je voudrais savoir si ça a été notifié à la Commission européenne comme normalement ça doit l'être ? Puisque la Chambre Régionale des Comptes l'avait notifié dans son rapport de 2013, concernant la Région, que ce type de subventions doit être notifié à l'Europe. Est-ce que cela a été fait ou non ?

Monsieur le Président

Madame Marion répondra à la fin. Merci, Monsieur Martin. Madame Jamet.

Madame JAMET

Evidemment, c'est difficile de passer derrière, il y aura pas mal de redites. Mais globalement, effectivement, on le répète chaque fois à l'envi, ce sont des subventions qui sont données à des compagnies *low cost* exclusivement et qui vont à l'encontre du principe de libre concurrence qui est mis en place par l'Europe puisque cela se fait justement au détriment d'entreprises françaises. Air France par exemple ferme de plus en plus de comptoirs parce qu'ils n'arrivent pas à sortir de rentabilité parce que l'Etat français n'a pas le droit de les aider. Et vous, vous mettez en place un système, finalement en toute complicité, avec une association qui en trois ans a récolté 7,5 millions de subventions et par le biais d'Airport marketing service, qui est une filiale de Ryanair. Je ne comprends pas que vous admettiez cela. Il y a d'autres sujets qui ont été également relevés par Anticor.

Ce sont des entreprises qui ont leur siège sur l'île de Man, donc qui ne payent pas d'impôts en France, qui emploient du personnel qui travaille dans des conditions abominables, qui ne payent pas leurs charges en France, qui ne sont pas défendues par le Code du travail français. Il y a aussi le principe de savoir si l'une et l'autre payent des impôts en France, ce n'est pas le cas. Il y a une non-publication des comptes de cette association qui n'a pas été produite depuis 2010 et Ryanair capte 90 % de ces subventions.

Cela dit, je suis allée sur le site, c'est génial, il y a cinq pages, même moi j'arrive à le faire. Alors, vous avez « Go to Montpellier », venir à Montpellier, on vous explique qu'il y a des toilettes. Vous avez « Bougez à Montpellier, go to Montpellier », on vous explique que pour suivre des activités aquatiques en Languedoc-Roussillon, il faut faire Heraulttourisme.com/activites_loisirs. Si vous voulez trouver un hébergement et un hôtel, il faut cliquer sur Heraulttourisme.com/hebergement. Un camping, vous cliquez sur Heraulttourisme.com/hebergement_camping, etc. Vous avez des formalités, on vous apprend ainsi, sur une page, que si vous voyagez, il vous faut une carte d'identité, c'est quand même important. Et si vraiment vous avez un doute, vous cliquez sur Montpellier aéroport. Si vous voulez des vols, vous allez sur Montpellier aéroport. Si vous voulez vous déplacer, vous cliquez sur Montpellier aéroport, etc. Il n'y a pas 1 000 euros de mise en place de ce site. Il y a 7,5 millions qui sont balancés sur une entreprise qui est délocalisée, qui ne paye pas ses impôts, qui ne traite pas bien ses salariés et tout cela avec de l'argent public, et qui est également en train de condamner nos entreprises françaises, et je pense à Air France.

Alors, moi, je suis désolée, les subventions, ça n'est pas automatique. Vous posez la question de savoir si c'est politique ou pas ? Fut un temps, vous parliez de la politique autrement, je ne vois pas le changement. Vous dites « est-ce que c'est légal ou pas ? » Dans le doute, on s'abstient.

Et dernier principe dont vous oubliez de parler, si on ne parle plus de politique, si on ne parle plus de légalité, etc., il y a un principe essentiel qui s'appelle la morale. Et je trouve que cette subvention n'est pas morale, le principe n'est pas moral. Les multinationales, etc., ça, vous aimez, quand il y a du fric, quand ça déborde, etc.

Monsieur le Président

Je veux bien que vous fassiez de la politique, mais arrêtez avec la morale, parce que Dieudonné, ça n'est pas la morale. Je n'en ai jamais parlé en séance publique, mais si vous voulez que je fasse un descriptif de la soirée à laquelle Monsieur Boumaaz, votre colistier, a participé.

Madame JAMET

Mais il va vous répondre lui-même, c'est quand même mieux quand il est là qu'il puisse vous parler.

Monsieur le Président

Avec les signes nazis présents. D'ailleurs, beaucoup de journalistes n'ont rien dit.

Madame JAMET

Bien sûr. Vous pourrez lui en parler directement. De toute façon, chaque fois que je parle d'un sujet qui vous ennuie.

Monsieur le Président

Si vous voulez que je fasse le descriptif, je vais le faire. D'ailleurs, j'étais la vedette, j'ai eu droit à une queneille géante, 3 500 personnes, il faut le faire. Alors, la morale, stop. Faites de la politique, mais pas de la morale, s'il vous plaît.

Madame JAMET

Moi, je suis dans mon rôle, dans ma mission, quand je vous parle de ces sujets et quand j'attaque sur ces sujets, même si je ne le dis pas avec le sourire. Je vous le dis avec le sourire et gentiment, mais vous, votre rôle, vous, votre mission, c'est d'être très attentif à ça, à l'argent public, à la façon dont on le dépense, à l'emploi et à nos entreprises françaises, Monsieur le Maire. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Moi aussi, j'ai eu la curiosité d'aller regarder sur le site de l'Association « Go to Montpellier » et j'ai eu une impression bizarre, que je voulais vous soumettre. C'est que l'on peut faire du tourisme de façon intelligente sur ce site à Montpellier même, on peut en faire dans la Région, mais avec des propositions qui sont toutes extérieures à la Métropole. Et c'est un peu comme s'il n'y avait rien d'intéressant à visiter sur le plan touristique dans la Métropole à l'extérieur de Montpellier. Donc, je pense que ce site, là-dessus, est très mal fait. Je ne ferai pas la liste, nous l'avons tous en tête, du château de Castries, de la basilique de Maguelone, des bords du Lez et du centre de Castelnau, du site de Murviel-lès-Montpellier, de Lattara, etc.

Donc, je pense qu'il faut là-dessus pouvoir dire à cette association que le travail n'est pas bien fait concernant la Métropole de Montpellier.

Sur le fonds, j'ai un doute sur ce dossier, donc je m'abstiendrai en attendant le rapport de la Cour des comptes. Et pour Julie Frèche également dont j'ai la procuration.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Monsieur Cour.

Monsieur COUR

Monsieur le Président, bonjour à tous. Je prends la parole aujourd'hui à la fois en tant qu'élu, citoyen et chef d'entreprise, par rapport à cet aéroport, parce que je crois qu'un aéroport, c'est la clé de voûte d'une économie. On s'aperçoit que l'on a un déséquilibre économique avec Toulouse et si on veut avoir une bonne symbiose avec Toulouse, il faut que l'on puisse s'étoffer au niveau de notre économie.

La question qu'il faut peut-être que l'on se pose, c'est que voulons-nous comme économie ? Où voulons-nous aller ? Et comment y aller ?

Je pense que si on veut faire partie du futur, il faut le créer. Nous sommes dans une zone géographique, par rapport à l'Europe et à l'Afrique, superbement situés. Nous sommes au Sud de l'Europe, au Nord de l'Afrique, entre l'Espagne et l'Italie. Malheureusement, nous avons un aéroport que l'on doit subventionner parce que nous n'avons pas une économie assez florissante.

Alors, évidemment, il faut payer ces subventions sinon, c'est 300 000 personnes qui viennent en moins. Et quand l'on regarde les courbes du nombre de passagers, on s'aperçoit que les courbes sont en forme de V à l'envers. C'est-à-dire qu'en hiver, on a moins de passagers et que le haut du pic est en juillet. Ce qui signifie bien que c'est grâce au tourisme que nous vivons, mais nous avons beaucoup de pays en voie de développement qui vivent aussi grâce au tourisme.

On voit aussi que le nombre de nuitées total a exactement cette même courbe. Donc, je me demandais pourquoi avoir une gare TGV qui est aussi éloignée de tout et notamment de l'aéroport ? Pourquoi ne pourrait-on pas essayer de réfléchir pour mettre la gare TGV en bout de piste de l'aéroport ? C'est une idée et nous pourrions en discuter, mais je pense que ça serait bien. Parce que si la porte se ferme là, visiblement, dans quelques années, nous n'aurons pas les moyens de subventionner. Et si nous n'avons pas les moyens de subventionner, nous allons encore avoir moins de passagers et une économie touristique qui va encore se dé-

grader. Imaginez la gare TGV en bout de piste de l'aéroport. Quelqu'un qui doit prendre son avion à 14 heures à Montpellier, le Montpelliérain est obligé d'arriver à 13 heures à l'aéroport et d'attendre une heure son vol. Quelqu'un qui est à Perpignan peut prendre à 13 heures son TGV pour aller à l'aéroport de Montpellier, il s'enregistre à la gare TGV de Perpignan, la compagnie aérienne connaît son poids, sait qu'il est déjà enregistré, il met 30 minutes pour arriver. Par rapport aux montpelliérains, il aura passé 30 minutes dans le TGV et 30 minutes dans la salle d'embarquement, alors que le Montpelliérain aura passé une heure entière dans la salle d'embarquement.

Pareil pour Béziers, pareil pour Nîmes. Avec le train, de la même façon, on arrive au bout de 30 minutes au même endroit. C'est-à-dire que si on a tout concentré au même endroit, on a l'autoroute, l'aéroport, la gare TGV, on a même le canal du Rhône à Sète. A ce moment-là, il y a beaucoup plus de compagnies aériennes qui seraient intéressées pour être implantées sur ce *hub* interconnecté. Et en tant que chef d'entreprise, j' imagine sans problème que beaucoup d'entreprises privées aimeraient investir à cet endroit-là.

Il y a des entreprises qui sont à la fois présentes en Afrique et en Europe et qui auraient leur emplacement idéalement situé à Montpellier. Beaucoup d'entreprises aimeraient s'implanter sur Montpellier, le problème c'est qu'au niveau des infrastructures, il n'y a pas assez de destinations. Et au niveau des emplois, il est souvent difficile, voire impossible, de trouver un emploi pour leur épouse ou époux.

Donc, je pense qu'il serait intéressant que l'on puisse regarder à nouveau ce problème parce que je pense que si on n'arrive pas à créer ce *hub*, je pense que nous aurons quelques difficultés au niveau de notre économie. Ensuite, ce que je voulais dire, c'est que ça n'est pas forcément Toulouse qu'il faut regarder en disant « ah Toulouse, Toulouse ». Barcelone est à côté et je peux vous assurer que Barcelone regarde de très près ce qu'il y a ici. Le jour où nous aurons le TGV en direct pour aller jusqu'à Barcelone, il y a 300 kilomètres. Nous serons à une heure avec une escale, un stop entre Montpellier et Barcelone. A l'heure actuelle, si c'est comme ça et si nous n'avons pas une économie plus florissante, j'imagine beaucoup d'étudiants qui seront diplômés, qui seront à une heure de Barcelone et la matière grise aura plutôt tendance à filer vers Barcelone que de rester sur place si nous n'avons pas d'économie plus importante. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Cour. La parole est à Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, chers collègues. Une fois n'est pas coutume, mais je suis d'accord avec vous, Monsieur Saurel, la morale n'a rien à faire dans cette histoire. La morale n'a rien à faire dans cette histoire, on parle d'efficience économique et on parle de retombées. J'entends Monsieur Martin pour lequel j'ai une grande considération, et je pense qu'il est sincère dans ses propos, mais je pense qu'il se trompe de combat. Effectivement, on ne peut pas nier les retombées économiques. Là où effectivement une subvention revient entre 10 et 15 euros par personne, on a un retour qui est en moyenne estimé à 150 euros par personne. Le Président de l'Association des flux touristiques me disait que c'était jusqu'à 300 euros. Peut-être que ce chiffre est un peu exagéré, mais même sur 150 euros, je pense que ça vaut le coup d'aider notre aéroport, puisqu'effectivement, il y a une vraie hypocrisie dans ce milieu.

L'aéroport de Toulouse et les collectivités toulousaines sont peut-être plus hypocrites, mais peut-être plus malins que nous, ils ne font pas des subventions directes, mais ils aident les compagnies à venir sur leur aéroport en baissant les droits d'aéroport. Ça se voit moins, mais c'est peut-être plus efficace. Nous, au moins, nous avons le mérite de la clarté. Alors, je ne vous dis pas que d'un point de vue juridique, c'est peut-être contestable. Mais ça n'est pas parce que c'est contestable à un instant et tant que nous n'avons pas de décision ferme à ce sujet, je ne vois pas pourquoi l'on s'empêcherait d'aider économiquement notre territoire. Ensuite, ce qui me gêne, c'est que dans ce débat, on met systématiquement en avant Ryanair. Je trouve que c'est une façon biaisée de présenter le sujet. Vous dites que ça profite à 80 % à Ryanair, je pense que le chiffre est exact, *a priori*, nous sommes plutôt dans les 40 %. Vous faites référence à une filiale qui est dans l'île de Man, donc qui n'est pas fiscalisée. Je vous rappellerai simplement que le Président de l'Association des flux touristiques a, au moment de son arrivée, exigé que tous les contrats soient signés directement avec les maisons mère qui sont situées sur le territoire communautaire et non pas dans des paradis fiscaux. Nous ne pouvons donc pas systématiquement mettre Ryanair en avant. Je vous rappelle également que sur la liai-

son Montpellier-Amsterdam, Madame Jamet, ce n'est pas une compagnie *low cost*, mais c'est KLM. On ne peut donc pas systématiquement dire que tout profite à Ryanair.

Donc, ce que j'aimerais, sur ce débat, c'est que l'on arrête, les uns et les autres, d'agiter des positions dogmatiques. Alors, j'entends que le Front National est contre tout et souhaiterait que l'on vive dans un monde fermé et replié sur lui-même économiquement. Je pense que notre travail, surtout en ce moment, c'est d'être cohérents et unis pour essayer d'aider notre territoire à s'en sortir économiquement.

Je suis d'accord, ça n'est effectivement pas la meilleure des solutions, on peut contester le droit à l'envi, mais l'idée maintenant, c'est de travailler ensemble pour que cet aéroport puisse décoller et l'aider dans sa lutte notamment contre les aéroports, qui sont peut-être plus malins dans les pratiques, mais qui font exactement la même chose.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Madame Marion.

Madame MARION

Je rejoins ce qu'a dit Monsieur Larue, je ne vais pas le répéter. Simplement, il faut que vous sachiez qu'avant de prendre cette décision, en amont, j'ai contacté personnellement toutes les personnes qui siègent, que ce soit le Président de l'Agglomération de l'Etang de l'Or, que ce soit la CCI, que ce soit la Région, que ce soit le Département. Et tous attendent notre décision et sont prêts à rentrer dans cette commission de façon à mettre évidemment la subvention, mais surtout pour travailler, pendant toute l'année, de façon à répondre à toutes les questions que l'on pose ici.

Et pour répondre directement à la question qui m'a été posée. Je voulais souligner qu'en 2014, ce n'est pas une subvention, mais un marché de prestation de marketing. Il n'y a donc pas de notification obligatoire à l'Europe. Dans tous les cas, si ça devait être, c'est à l'Association de porter cela et pas à la Métropole. Voilà ce que je voulais répondre.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion.

Je mets aux voix l'affaire 11. Qui est contre ? 3 contre. Qui s'abstient ? 8 abstentions. Adopté.

Monsieur Martin, je n'ai pas fait comme le Gouvernement avec les quatre résistants panthéonisés. J'ai profité de la cérémonie pour remettre la Légion d'honneur à un maire communiste résistant.

AFFAIRE N°12 : COHESION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – GAMMES – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL – COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ – CONVENTION AVEC LA SARL AA INGENIERIE PROMOTION – CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Stéphanie Jannin ? Qui demande la parole ? Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

J'ai fait partie des personnes qui ont été mettre un certain nombre d'observations à l'occasion de l'enquête publique. L'enquête publique concerne deux secteurs. Je n'en ai mis que sur un seul, qui est le secteur qui jouxte Castelnau, qui est donc à côté du cimetière Saint-Lazare. C'est un secteur qui est extrêmement sensible. Sensible parce que l'on est à côté du Lez, des risques d'inondation et du Lez à protéger. Sensible parce qu'il y a beaucoup de bruit en lien avec la ligne ferroviaire qui passe juste à côté. Sensible également pour toute une série d'autres raisons de circulation puisque nous sommes à proximité de cinq grands axes de circulation, trois sur Montpellier, un sur Le Crès, un sur Jacou-Clapiers. Donc, c'est tout à fait normal de construire dans ce secteur-là, mais il faut le faire de façon extrêmement attentive.

Donc, là-dessus, c'est une première étape que cette proposition, je la voterai. C'est une première étape, mais il faudra bien sûr revenir sur ce dossier. Et il serait très utile qu'il y ait une coopération très étroite entre la Métropole, la Commune de Montpellier et la Commune de Castelnau. Il y a une modification du PLU de Castelnau qui est également intervenue sur le site de la Place Charles de Gaulle, donc juste à côté, là où il y a l'arrêt du tram. Donc, il faut vraiment faire quelque chose de cohérent entre la sortie de ville de Montpellier et l'entrée de ville de Castelnau.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, ça tombe bien, parce que ce dossier, je le connais sur le bout des doigts. Parce que le périmètre d'étude, c'est moi qui l'avais positionné quand j'étais adjoint à l'urbanisme. Bien entendu, on ne parle même plus d'entrée et de sortie de ville. C'est la Place Charles de Gaulle qui assure le lieu de centralité métropolitain, même si nous sommes dans une limite territoriale administrative entre la Ville de Castelnau-le-Lez et la Ville de Montpellier.

Le but que recherche Madame Jannin, c'est que l'aménagement de cette zone soit fait de façon très intelligente, en ménageant les berges du Lez sur lesquelles nous avons acquis, il y a quelques mois, un sentier piétonnier et qui mérite d'être connecté avec l'ensemble des rives du Lez gauche et droite qui remontent jusqu'à Agropolis. Et qui, grâce à Monsieur Dupraz, ancien Conseiller général du canton des Matelles, ont été connectées avec les voies vertes du Pic Saint-Loup. Ce qui nous permet d'avoir un accès direct du Pic Saint-Loup à la mer, c'était notre programme de campagne.

Ensuite, sur la densité, il est deux parties. Une partie à droite sur l'avenue François Delmas et une partie à gauche. Sur la partie gauche, nous avons acquis un certain nombre de terrains, les uns après les autres. Sur la partie droite, nous avons la possibilité, par des opérateurs, d'intervenir. L'intervention doit être connectée avec Castelnau-le-Lez et avec la Place Charles de Gaulle. Et la densité doit être maîtrisée parce que les flux de véhicules dans un rond-point, ce n'est jamais durablement acceptable.

Ensuite, les bassins de rétention sur le bord du Lez, je continue ou j'arrête ? Les bassins de rétention doivent faire l'objet d'une attention particulière, en relation avec les rives du Lez liées à la Commune de Castelnau-le-Lez, au-dessous de la retenue d'eau du pont de la Concorde.

Voilà, l'esprit, c'est celui-là. J'ai oublié de citer Frédéric Bazille grâce à qui nous avons fait classer les berges du Lez au Conseil d'Etat. Et je représentais à la fois Montpellier, Castelnau et Clapiers le jour où c'est passé en Conseil d'Etat. Madame Jannin.

Madame JANNIN

Je ne saurais quoi ajouter de plus, si ce n'est qu'évidemment, la qualité de vie que nous proposons aux futurs habitants dans les quartiers montpelliérains est au centre de toutes nos attentions, comme l'est aussi la pro-

tection des populations contre les risques. Donc, évidemment, ces notions guideront l'aménagement de ce secteur, mais guident également l'aménagement des autres secteurs montpelliérains.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, vous voulez ajouter quelque chose ?

Monsieur ROUILLEAULT

Juste un mot pour dire que je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit dans l'ensemble et sur Frédéric Bazille et c'est pour ça que nous réclamons que nous restaurions la passerelle entre le parc Méric et l'autre côté, l'autre rive, de façon à constituer un superbe parcours touristique Frédéric Bazille partant du domaine de Méric et remontant jusqu'au centre-ville de Castelnaud.

Monsieur le Président

Ce n'est pas une passerelle, c'est un gué.

Monsieur ROUILLEAULT

Il existait une passerelle et l'on peut faire mieux maintenant.

Monsieur le Président

Et si je ne m'abuse, ce gué tombe dans la propriété d'un ancien élu de Castelnaud. Nous y sommes attentifs. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°15 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE JEUNES DE 78 LOGEMENTS – RESIDENCE « MAS DE PRUNET », SITE DE L'IRTS, 1 011 RUE DU PONT DE LAVERUNE A MONPTELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires ? Monsieur Noël Ségura ne participe pas au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « SOLSI », 1 406 AVENUE DE L'EUROPE A CASTELNAU-LE-LEZ – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE – CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Souhaitez-vous des explications complémentaires ? En sachant que Monsieur Ségura ne participe pas non plus au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°17 : LOGEMENT – EXTENSION DU CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINTEGRATION SOCIALE FARE – CHEMIN DES CENTURIONS A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A L'ASSOCIATION FARE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Noël Ségura, Vice-Président ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Quelques mots plus une explication de vote. En même temps, ça devait être quand même plus marrant quand on n'était pas là, c'était plus apaisé sûrement.

Monsieur le Président

Depuis que j'ai parlé de Dieudonné, le ton a baissé.

Madame JAMET

C'est vous qui vous y collez aujourd'hui ?

Monsieur le Président

Allez-y. Un coup Monsieur Travier, un coup moi, mais enfin, c'était moi qui étais visé dans la diatribe honteuse.

Madame JAMET

Quelle diatribe honteuse ?

Monsieur le Président

Vous n'avez qu'à regarder la vidéo sur Internet, sur Google, vous verrez. Et demandez aux services de sécurité ce qu'ils ont été obligés de faire à l'entrée en levant toutes les croix gammées sur les uniformes. Allez-y, on ne parle pas de morale, faites de la politique.

Madame JAMET

Parce qu'alors là franchement, je ne vois pas pourquoi vous me renvoyez ça quand je prends la parole. Pouvez-vous vous expliquer ? Parce que moi, je n'ai pas vu cette vidéo parce que je n'ai pas que ça à faire. Mais expliquez-moi pourquoi, quand je prends la parole, vous me parlez de croix gammée ?

Monsieur le Président

Parce que Monsieur Boumaaz, votre ami, était présent et consentant. Allez-y, continuez, nous n'allons pas passer la nuit là-dessus. C'est fait, c'est fait, il n'y a qu'à regarder Google. Et d'ailleurs, je demande à tous les élus, s'ils ne l'ont fait, je leur conseille de regarder, c'est édifiant.

Madame JAMET

Ça me fait marrer parce que j'étais en train de penser à Monsieur Larue qui vous passe la balle, etc., et là franchement, l'UMPS existe. Ça aussi, je sais que ça vous agace.

Monsieur le Président

Mais ne me parlez pas de l'UMPS, je ne suis pas au PS.

Madame JAMET

Je prends la parole très brièvement pour vous dire que nous voterons contre parce que nous n'avons aucune indication sur cette association le FARE.

Monsieur le Président

Non, ce n'est pas FARE, c'est FAREÉ. Je vais vous répondre.

Madame JAMET

Alors, mettez un accent dans ce cas-là. Qui est un dispositif d'accueil et d'orientation qui apporte une aide dans les moments importants. Et qui est aussi, avec ses logements sociaux, relais, etc., un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Moi, je veux bien que des personnes en situation de crise puissent être recueillies, etc., parce que je sais que beaucoup de nos compatriotes sont en grande difficulté et ont besoin de ce soutien.

Simplement, comme nous ne connaissons pas, et comme j'ai une vague idée finalement des critères d'attribution et de priorité de ces organismes, nous voterons contre.

Monsieur le Président

C'est un CHRS, c'est pour les plus démunis de nos concitoyens, un centre d'hébergement et réadaptation sociale. C'est un CHRS financé par l'Etat en grande partie.

Madame JAMET

Et de la même façon, pendant toute la campagne nous l'avions martelé, concernant les HLM qui sont évidemment utiles et nécessaires, nous pensons que les critères d'attribution devraient être publics, officiels et que chacun puisse connaître les conditions dans lesquelles on donne à untel ou à untel un logement ou une aide, ce qui n'est pas le cas.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 17. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°18 : LOGEMENT – CREATION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE « LE SAINT JOSEPH » - 5/7 RUE DU CHAPEAU ROUGE A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM ICF SUD-EST MEDITERRANEE – CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°19 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - LOTISSEMENT « LES TERRASSES DU PONT », LOT 34 À VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°20 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du Vice-Président, Monsieur Pierre Bonnal ?

Monsieur BONNAL

J'en donne ?

Monsieur le Président

Oui, c'est moi qui te demande des explications.

Monsieur BONNAL

J'insiste un peu sur les créations de postes. C'est l'annexe 1 que vous avez dans vos dossiers. Il y a trois créations de postes d'adjoint technique. C'est l'évolution de la Régie technique d'entretien de toutes les piscines. Au fur et à mesure, la Métropole reprend la main sur cette gestion qui était auparavant déléguée au privé. Et enfin trois créations de postes d'attaché ou d'ingénieur. Cela préfigure la Direction future de l'urbanisme, ce sont tous les gens qui nous aideront à réviser nos PLU et à monter le PLUI d'ici un an et demi.

Monsieur le Président

Parfait.

Monsieur BONNAL

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°21 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N°3867AJ15 – PRESTATIONS DE SERVICES POSTAUX – LOT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud, Vice-Présidente et Maire de Saint-Jean-de-Védas ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°22 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N°3957MG15 – PRESTATIONS DE SECURITE DES MANIFESTATIONS ET PROTECTION PHYSIQUE DES PERSONNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – LANCEMENT DE LA CONSULTATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit du lancement de la consultation. Qui demande des explications auprès d'Isabelle Guiraud ? Je mets aux voix. Madame Jamet, vous avez demandé la parole, allez-y.

Madame JAMET

Oui, c'est aussi dans le programme du Front National et nous sommes très attentifs à ça. Moi, je suis pour la sécurité évidemment.

Monsieur le Président

La sécurité est un droit régalien de l'Etat et pas l'apanage d'un parti.

Madame JAMET

Non, surtout que nous n'avons pas encore été au pouvoir. Et c'est vraisemblablement pour ça que la France brille aujourd'hui. Nous sommes en pleine crise économique et en plein marasme et vous êtes là en train de vous gratter le ventre.

Monsieur le Président

Dites-nous ce qui vous gêne dans cette affaire ?

Madame JAMET

Puisque nous n'avons pas accès aux commissions d'appel d'offres, il y a donc une opacité totale, je voudrais savoir si nous avons la garantie que ce sont de travailleurs et des personnels français ?

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°23 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL N°3781MG14 - GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC SIX COMMUNES ET LE CCAS DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – APPEL D'OFFRES – AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD CADRE

Monsieur le Président

Qui veut des explications supplémentaires, Madame Guiraud est à votre disposition ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°24 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – CONVENTION RELATIVE A LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS CLIMATIQUES D'UNE PARTIE DES BATIMENTS DE LA METROPOLE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AVENANT N°2 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès de Madame Dasyuva ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°25 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – PROLONGATION DU DISPOSITIF DES CONVENTIONS TRIPARTITES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE – COMMUNES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications particulières auprès de Madame Dasyuva ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Ça représente 18 centimes, ça n'est rien du tout. Ça représente simplement 80 000 euros par an, je trouve que c'est énorme.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°26 : HORS COMMISSION – MISE EN ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS RECEVANT DU PUBLIC – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DATE DE DEPOT DES AGENDAS D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD'AP) - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame Illaire, Vice-Présidente.

Madame ILLAIRE

Monsieur le Président, chers collègues. Comme le demandait la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, tous les établissements recevant du public devaient être accessibles à tous et notamment aux personnes handicapées au plus tard au 1er janvier 2015. Vu l'ampleur des travaux que suppose la mise en accessibilité de ces établissements, en application de l'ordonnance du 26 septembre 2014, cela a entraîné un premier report de cette échéance et fait désormais obligation à tout propriétaire ou exploitant d'un ERP, qui n'est pas conforme au 1er janvier 2015 d'adopter un agenda d'accessibilité programmé au plus tard le 27 septembre 2015.

Compte tenu de l'importance, de la complexité et de la diversité du patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, qui est composée pour partie de bâtiments historiques, de bâtiments classés, de bâtiments implantés dans des secteurs sauvegardés, de l'évolution de nos statuts au 1er janvier 2015 et de l'importance financière des transferts de compétences induits, des difficultés inhérentes à la planification et à la réalisation des travaux conséquents d'accessibilité, il est demandé de programmer un report d'un an. Pour 23 établissements du patrimoine culturel et pour 11 établissements du patrimoine culturel. Nous avons donc un délai de trois mois pour demander la prorogation, il est donc demandé au Conseil de valider cette demande de prorogation.

Monsieur le Président

Merci, Madame Illaire. Qui demande la parole ? Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Juste quelques mots pour rendre hommage au travail de Madame Illaire et au travail des services de la Métropole. Car aujourd'hui, nous sommes confrontés, dans nos villages, dans nos communes, à cette exigence qui touche désormais les propriétaires privés de commerces, etc. et on sent monter chez eux une grande difficulté pour aborder cette question. J'invite donc mes collègues à vraiment se mobiliser auprès des services de la Métropole qui sont extrêmement compétents. Et quand on leur a demandé de venir nous accompagner pour préparer avec les commerçants les dossiers d'homologation ou même les dossiers qui permettent d'obtenir un report qui leur permet de mettre en pratique cette mesure, ils ont tout de suite répondu présents. Donc, c'est un gros dossier qui va beaucoup secouer le public commerçant de nos villages. Il y a donc un enjeu à s'en occuper, à le suivre et à les accompagner.

Monsieur le Président

Je me joins à vous pour remercier Madame Illaire et les services de la Métropole. Et bien entendu, je suis d'accord avec ce que vous venez de dire. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : HORS COMMISSION – NOUVELLES COMPETENCES – FINANCEMENT – TAXE D'AMENAGEMENT – CONVENTION DE REVERSEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Max Lévida.

Monsieur LEVITA

Dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole, il est prévu par la CLET que les communes reversent à la Métropole une partie des produits de la taxe d'aménagement. Nous l'avons déjà voté pour un certain nombre de communes. Là, la Commune de Prades-le-Lez était en retard parce qu'elle n'avait pas délibéré. Donc, aujourd'hui, nous pouvons régulariser la situation.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 27. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – REPRESENTANTS AU SEIN DE L'ASSOCIATION MISSION LOCALE POUR L'INSERTION DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM) – DESIGNATION

Monsieur le Président

Il est proposé au Conseil de procéder à la désignation de Madame Dray-Fitoussi, Conseillère municipale de Montpellier, Déléguée à l'insertion auprès de Madame Annie Yague, Adjointe déléguée aux Affaires sociales en remplacement de Madame Patricia Miralles et l'autoriser à présenter sa candidature au titre de la présidence du Conseil d'administration de l'association. Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix la candidature de Madame Michèle Dray. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N°29 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – REPRESENTANTS AU SEIN DU CONSEIL DE LA FACULTE DE SCIENCES DU SUJET ET DE LA SOCIETE – UFR5 DE L’UNIVERSITE PAUL VALERY – DESIGNATION

Monsieur le Président

Je vous propose, pour nous représenter, en titulaire Madame Sonia Kerangueven et en suppléante, Madame Chantal Marion. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°30 : HORS COMMISSION - CONVENTION EN VUE DE L’EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPETENCES NOUVELLES DE LA METROPOLE AVEC LES COMMUNES – VOLET OPERATIONNEL ET FINANCIER – AVENANTS N°1 - APPROBATION

Monsieur le Président

Max Lévitá.

Monsieur LEVITA

Je vous demande de corriger le dossier que vous avez, nous sommes allés très vite. Donc, à l'heure actuelle, il s'agit d'une convention avec un certain nombre de communes et les Communes de Grabels et de Juvignac ont demandé un délai. Nous examinerons donc ultérieurement la délibération qui est inscrite. Il reste également la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone que nous examinerons en juin.

Simplement, puisque vous savez que dans le transfert des compétences, pour le moment les communes exercent pour le compte de la Métropole les activités qui ont été transférées. Nous suivons donc, trimestre par trimestre, l'évolution de la commande de la Métropole à l'égard des communes.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévitá. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°31 : HORS COMMISSION – MARCHE N°3959CO15 DE DIFFUSION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE LANCER L’APPEL D’OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHES

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Abdi El Kandoussi ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Deux questions. La première, pourquoi tous ces rapports sont présentés hors commission ? Et la deuxième, évidemment nous sommes contre les dépenses somptuaires et de communication. Je ne vois pas quelle campagne, parce que c'est un prix unitaire, vous envisagez de lancer ? Je pense qu'en général, les échecs retentissants que nous subissons en ce moment contribuent largement à médiatiser notre Métropole. Cependant, au-delà de ça, est-ce que cette campagne que vous allez mener, sur certains sujets, ne risque pas, à un moment ou à un autre, Médiapart ou autres de rentrer dans le cadre de vos comptes de campagne si vous devez vous présenter à la petite présidentielle ?

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas, nous avons fait aux municipales la campagne la plus *cheap* de France.

Madame JAMET

Non c'était la mienne.

Monsieur le Président

80 000 euros de plafond et 35 000 euros que je continue à rembourser puisque c'est moi qui les ai payés sur mes fonds. Je le dis pour ceux qui parlent sans savoir. Donc, ne vous inquiétez pas, si jamais j'étais amené à être candidat sur d'autres scènes politiques, je ferais la même chose. Mais vous n'avez pas été financée par le parti ?

Madame JAMET

Le camarade Travier se frotte. Je suis étonnée parce que cet ancien magistrat devrait savoir qu'un, on ne discute jamais une décision de justice. Et deux, que l'on ne se permet pas forcément, comme peuvent le faire certains, de faire des commentaires ou des accusations qui pourraient être malveillantes tant que le jugement n'a pas été rendu.

Monsieur le Président

C'est une question.

Madame JAMET

Soyez très prudent.

Monsieur le Président

C'est une question, ne vous inquiétez pas, je suis très prudent.

Madame JAMET

Mais de toute façon, j'aime bien parce que je vois bien que l'on met quand même un peu d'animation. J'ai l'impression que ça devait être beaucoup plus apaisé et apaisant.

Monsieur le Président

Mais depuis le début de la séance, vous m'attaquez comme si j'étais votre seul adversaire. Attaquez Madame Delga, attaquez Monsieur Reynier, attaquez Monsieur Onesta, attaquez tous les autres. Pourquoi moi ? Moi je ne suis pas candidat, eux sont candidats.

Madame JAMET

Non. Moi, quand je fais de la politique, je vous l'ai dit, je n'en fais jamais une affaire personnelle et je n'attaque jamais les gens personnellement. C'est ce que vos sbires ont décidé de faire parce que vous leur avez demandé.

Monsieur le Président

Vous n'allez pas me dire que sans être candidat je pèse plus que ceux qui sont déjà candidats.

Madame JAMET

Moi, je ne fais jamais d'attaque personnelle, je parle politique.

Monsieur le Président

Merci. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°32 : HORS COMMISSION – MARCHE N°3961CO15 PRESTATIONS SCENOGRAPHIQUES DES MANIFESTATIONS ET OPERATIONS EVENEMENTIELLES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Toujours Monsieur El Kandoussi pour des prestations scénographiques des manifestations et opérations événementielles de la métropole. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°33 : HORS COMMISSION – MARCHE N°3960CO15 D'IMPRESSION, LIVRAISON, DISTRIBUTION ET ADAPTATION SONORE DE LA PUBLICATION MENSUELLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHES

Monsieur le Président

Toujours Monsieur El Kandoussi. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°34 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DEVELOPPEMENT – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HEBERGEMENTS, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTERIEURS INVITES A PARTICIPER A SES TRAVAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès de moi-même ? En remerciant Madame Katia Vidic pour le magnifique travail qu'elle conduit à la tête du Conseil de développement. Une jeune chef d'entreprise High tech, de la French Tech qui est sur la *wave* et dans le *move* et qui représente bien l'image de Montpellier, les sports extrêmes, le FISE, la glisse.

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°35 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – REPRESENTANT AU SEIN DU CONSEIL DE GESTION DE LA FONDATION UNIVERSITE DE MONTPELLIER ENTREPRENDRE - DESIGNATION

Monsieur le Président

Je vous propose la candidature de Madame Chantal Marion. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°36 : VOIRIE ET ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – NOUVELLES COMPETENCES – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDEES PAR LES COMMUNES DE CASTRIES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires auprès de Monsieur Rabii Youssous, Vice-Président ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

Monsieur Pastor.

Monsieur Gilbert PASTOR

Monsieur le Président. Je voudrais demander à Madame Jamet quel droit s'octroie-t-elle pour décider des choix qui ont été faits par notre commune dans le cadre de ce transfert ? Pourquoi vote-t-elle systématiquement contre ? C'est peut-être son kiné qui lui a prescrit de lever le bras systématiquement. J'aimerais des explications claires, ça fait déjà deux fois que ça se produit.

Monsieur le Président

Madame Jamet, je suis obligé, puisque vous avez été mis en cause, de vous donner la parole.

Madame JAMET

Nous allons répondre à Monsieur Pastor qui me pose chaque fois la même question et qui se prend chaque fois la même réponse dans les gencives. Parce que nous sommes contre le principe du transfert des compétences des communes à la Métropole. Et donc, passer sous les fourches caudines de la Métropole, pour nous, c'est insupportable. Donc, je prends la défense de nos petits maires, de leurs compétences. Mais si lui ne s'en soucie pas, ça n'est pas grave. Et il peut me poser la question la prochaine fois, je lui répondrai aussi.

Monsieur PASTOR

Madame Jamet, votre mémoire défaille parce que le dernier qui vous avait attaqué, c'était Monsieur Renaud Calvat et ce n'était pas moi.

Madame JAMET

Je n'ai pas vu la différence alors.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 36. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°37 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UN DELAISSE DE VOIRIE – CARREFOUR ENTRE LA RN172 ET L'AVENUE GEORGES FRECHE (EX RD21) – COMMUNE DE PEROLS

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur Rabii Youssous, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°38 : TRANSPORTS ET MOBILITE – ACQUISITION DE SIX BUS AU GNV - COMMANDE AUPRES DE L'UGAP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Gianiel, six bus GNV 2 millions d'euros. Allez-y.

Madame GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues. Comme vous le savez, nous disposons d'une convention-cadre avec l'UGAP qui nous permet d'effectuer des achats de matériels groupés à des tarifs extrêmement intéressants. Cette convention est en place depuis 2013 et donc nous a permis d'acquérir un certain nombre de bus. Cette année, nous avons réduit la toile, conformément à ce qui a été présenté en budget et consenti un effort avec l'aide de notre exploitant, la TaM, qui s'engage à maintenir le matériel dans les meilleures conditions. Puisque donc, ce ne sont pas neuf, mais six bus au gaz naturel pour véhicule qui seront acquis.

J'en profite pour vous rappeler que la quasi-totalité du parc bus de la Métropole, à savoir 110 bus sur 120 sont au gaz naturel pour véhicule. Et qu'à ce titre, les bus qui seront acquis très prochainement seront des bus selon la norme Euro6, ce qui permet de réduire très notablement les dégagements de gaz à effet de serre et notamment diviser par six les émissions d'oxyde d'azote et par trois les émissions de particules.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Est-ce que vous avez des explications à demander à Madame Gianiel qui vient de faire un exposé très complet ? Madame Jamet.

Madame JAMET

Une explication de vote à tout le moins. Je sais bien que ça va agacer, mais quand tout à l'heure je vous parlais de préférence ou de priorité pour des travailleurs français et que je vous entends crier, il faudrait quand même que vous vous rendiez compte des concitoyens aujourd'hui dans le marasme économique. C'est pour ça que, quand je parlais tout à l'heure de priorité, c'est que beaucoup de ces entreprises passent par des travailleurs détachés que l'Europe leur a rendu nécessaires et utiles. Qui travaillent pour moitié moins, dans des conditions de travail absolument abominables et qui détruisent notre tissu économique. Nous sommes évidemment pour le transport, le service public, la mobilité, il n'y a rien de personnel à l'égard de Monsieur Frizot. Cependant, vous remarquerez qu'à chaque fois, nous votons contre l'UGAP. L'UGAP, c'est un organisme centralisateur qui est censé permettre aux collectivités d'acheter à moindre prix, mais qui, selon nous, est un organisme qui tue le local. On n'a pas le droit de donner de préférence dans le cadre des marchés publics aux entreprises locales et de la même façon, l'UGAP peut acheter en Chine et vendre à moindre coût.

Et nous, nous défendons la défense de nos entreprises, de notre tissu économique et nous tenons à ce que ce soit fait sinon en local, en tout cas en national.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame Gianiel qui est l'affaire 38. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°39 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) – CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DEPLACEMENTS URBAINS SUR LE RESEAU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE REALISES PAR LES ABONNES ZAZIMUT (SCOLAIRES) EN JUILLET ET AOUT 2015 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues. Je me félicite de cette délibération qui permet aux jeunes, et notamment aux scolaires de bénéficier des transports à un tarif préférentiel, à un coût très favorable.

Je constate, par cette délibération, que les aides, dans le cadre de transport périscolaire, sont possibles et ouvertes à la Métropole. Or, et je le regrette, lorsque nous avons discuté, au mois d'août 2014 de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, il nous a été répondu qu'il n'était pas possible d'intervenir dans le cadre de transports d'enfants, soit parce que c'était du ressort d'une compétence du Conseil général, soit parce que, pour le cas de Montaud, les enfants allaient en dehors de la Métropole.

Donc, je voterai pour cette délibération, mais je tenais à vous faire cette précision parce que ça m'a fait un coût du ticket au transport pour mes enfants qui était bien supérieur aux un euro du tramway.

Monsieur le Président

Merci de votre participation. Je vais donner la parole à Madame Gianiel qui va vous répondre.

Madame GIANIEL

Monsieur le Maire de Montaud, je partage parfaitement votre difficulté, étant moi-même élue dans une petite commune, quant à l'organisation des nouveaux rythmes scolaires. Ce que je voulais dire, c'est qu'en effet, les nouveaux rythmes scolaires ont impacté très fortement les collectivités et particulièrement les petites qui sont dénuées de moyens spécifiques, non seulement pour organiser les temps périscolaires, mais également pour transporter les enfants sur ces activités périscolaires et également les transporter le mercredi entre les écoles et les lieux des centres aérés et centres d'accueil des loisirs des enfants.

Donc, aujourd'hui effectivement, l'Etat a imaginé beaucoup de dispositifs sans mettre en place les moyens et c'est une vraie difficulté pour les communes.

Néanmoins cette année, comme les années passées, et je pense comme l'année prochaine, l'ensemble des communes de la Métropole a pris en charge individuellement, chacune de leur côté, le transport de leurs enfants vers les lieux d'accueil le mercredi après-midi. C'est une vraie difficulté pour les petites communes, mais aujourd'hui, c'est hors compétence de la Métropole et je me dois de vous le rappeler.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°40 : TRANSPORT ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – FONDS DE CONCOURS VILLE DE MONTPELLIER / MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE FINANCEMENT DES OPERATIONS COMPLEMENTAIRES REALISEES DANS LE CADRE DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires auprès de Madame Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°41 : TRANSPORT ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N°1 AU MARCHE 8.143 DES MISSIONS DE L'ORGANISME QUALIFIE ET AGREE POUR LES SYSTEMES ET LES INFRASTRUCTURES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Un petit mot sur la Ligne 5. Je vais redire ce que j'ai déjà dit. J'entends des bruits alors je vais y répondre avant qu'ils n'arrivent dans mes oreilles de façon plus forte. Je ne suis pas contre la desserte que proposait la Ligne 5. Je dis seulement ceci, c'est qu'actuellement nous n'avons pas, sans augmenter les impôts, la possibilité de le financer. Si l'Etat, le Conseil départemental et la Région, d'où une partie du volet territorial que nous avons demandé, nous aident à le financer, je reverrais la copie. Mais attention, je la reverrai en excluant un certain nombre de segments de la Ligne 5 qui sont catastrophiques. Le premier d'entre eux étant le passage de la Ligne 5 par le parc Montcalm de l'EAI. J'ai d'ailleurs programmé une réunion de concertation pour expliquer tout ça aux habitants de tous les quartiers concernés. C'est un samedi matin parce que je fais des réunions de concertation tous les soirs, il ne me reste donc que le samedi matin. Donc, le 27 à 10 heures où nous ferons, dans l'EAI même, une réunion de concertation sur les grands équilibres de l'opération EAI. C'est-à-dire les sortes de patatoïdes qui vont isoler sur la grande parcelle de l'EAI, qui fait approximativement 40 hectares, ce qu'il y a lieu de conserver en environnement du parc, le passage possible un jour des dessertes en transports collectifs et les lieux que nous allons démolir, ce que nous allons conserver et ceux qui vont faire l'objet d'une réhabilitation, voire d'une reconstruction et d'une densification.

Je vais également expliquer à la population les équilibres financiers de l'EAI. Parce que, lorsque la ville de Montpellier, Madame Mandroux a acheté l'EAI, elle a acheté ça 19 millions d'euros à Monsieur Sarkozy, si elle avait attendu un mois de plus – évidemment avec des si, on mettrait Paris en bouteille et Lutèce en amphore – mais si on avait attendu un peu, et avec Max Lévitte nous avons été les deux seuls à le faire remarquer et à l'inscrire dans les registres du Conseil municipal de Montpellier. Nous lui avons dit « en attendant la présidentielle, dans l'engagement 60 François Hollande expliquait qu'il était prêt à céder aux villes les friches militaires à un très bas prix à condition qu'elles y réalisent du logement social, nous n'aurions jamais payé 19 millions d'euros ». Et donc, il n'aurait pas fallu après, pour les rattraper, densifier comme des malades les parcelles de l'EAI.

Tout ça est lié à la Ligne 5 et moi, je me suis engagé et nous avons été élus là-dessus. Donc, la Ligne 5, d'accord, sur les parties qui ne concernent pas l'EAI et puis même, il faut encore discuter du passage de la Ligne 5 par la route de Lavérune. Parce que moi, je veux bien que l'on desserve Ovalie, mais il faut aussi penser aux quartiers populaires, à la cité Gély, à Estanove, les Collines aussi, mais les autres à côté. La résidence des Roses, House2000, Sainte-Catherine, Paul Valéry, le Pas du loup. Alors, je veux bien, mais il faut aussi penser aux quartiers populaires. Il faut donc reprendre le calcul et il faut le faire avec les équilibres financiers.

Je vais donc consulter la population sur ce point, comme je l'ai fait pour le pont de Sète et où nous sommes arrivés à une solution intelligente, partenariale et construite avec les habitants.

Eh bien, pour l'EAI, il en sera de même. Il en sera de même avec l'implication sur les modifications des trajets que procurent ces discussions et nous reverrons l'ensemble du secteur. C'est tout simple. Alors, si certains veulent faire de la surenchère là-dessus, il faudra qu'ils assument l'augmentation des impôts de la Métropole, que ce soit des amis politiques ou pas. Ils seront responsables de l'augmentation des impôts à la Métropole et à la Ville de Montpellier. A un moment, il faut dire les choses.

AFFAIRE N°42 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCE EN EAU – CAPTAGE LOU GARRIGOU – ABANDON DU CAPTAGE – DEMANDE D'ABROGATION DES DECLARATIONS D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) AFFERENTES

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Monsieur Meunier et Madame Donada de Lattes connaissent bien le problème qui est sur Maurin, sur le territoire de Lattes, qui ne fonctionne plus depuis un bon moment parce qu'il était très déficient en termes de qualité et aussi de quantité. Maintenant que toutes les interconnexions ont été faites, nous pouvons clore ce dossier et terminer ce captage.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Mes chers collègues. La fermeture des captages est un sujet important parce que ce sont les ressources de demain, l'eau est précieuse et je pense qu'il faut la protéger. La fermeture de captages a également des incidences économiques puisqu'il est facile d'aller prélever de l'eau dans une aquifère sous nos pieds, elle est beaucoup moins chère que lorsque l'on va traiter de l'eau, notamment issue du Bas Rhône Languedoc.

Donc, même si je sais parfaitement que ce captage du Garrigou était en effet imprévisible au regard des différentes protections nécessaires et que ce n'était pas possible d'assurer une bonne qualité, je voudrais attirer l'attention de l'ensemble des conseillers sur les captages restants. Je pense notamment à Flès, à Ville-neuve-lès-Maguelone, à Grabels et autres, pour maintenir ces captages qui permettent, in fine, de maintenir un prix assez inférieur. Et dans les objectifs qu'a fixé le Vice-Président lors du précédent Conseil métropolitain, si on s'attache à traiter de l'eau tout azimut BRL, je crains que l'on ne puisse maintenir un prix bas de l'eau. Parce qu'il faut le reconnaître, le prix de l'eau, sur le secteur de Montpellier et des communes avoisinantes, est relativement bas par rapport à une moyenne nationale. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Raymond. Monsieur Revol ?

Monsieur REVOL

Je partage totalement l'avis du Maire de Montaud. Et donc, si l'on regarde de près le schéma directeur d'eau potable que nous avons à mettre en œuvre, à peaufiner, à préciser, y compris dans le cadre du développement de la Régie qui aura la charge concernant l'eau potable, nous privilégions les ressources naturelles. Et il y a plusieurs captages nouveaux qui sont à programmer et qui donnent par là même une grande autonomie à notre territoire. Plusieurs publications nationales ont fait état de l'exception montpelliéraine qui, de ce point de vue, n'est pas du tout dépendante de l'eau du Rhône contrairement à ce que l'on peut dire, car elle a des ressources naturelles. A commencer par celles du Lez sur lequel nous avons beaucoup travaillé il y a six mois, qui sont absolument exceptionnels et qui, même dans l'hypothèse haute du changement climatique, garde encore des réserves considérables. Il nous faut donc aborder cette ressource avec le plus grand soin et la protéger au mieux. Je suis donc tout à fait d'accord avec ta remarque.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 42. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N°43 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHÉ N°3811EA15 RELATIF A L'ELABORATION DU DOSSIER REGLEMENTAIRE EN VUE DE L'EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION MAERA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Comme vous le savez, lors d'une délibération précédente, nous avons décidé d'ouvrir le dossier des études sur l'extension et l'optimisation de l'usine de Maera. Il s'agit ici d'une étape réglementaire qui est indispensable. Cela ne signifie pas que les choix industriels sont faits, cela signifie que l'on se donne les moyens de les étudier avec sérieux pour pouvoir décider de ces investissements. D'ailleurs, j'ai insisté pour que le Maire de Lattes et les élus de Lattes soient informés régulièrement de l'évolution de ce dossier. J'ai moi-même rencontré, avec Madame Donada, les riverains de l'usine Maera qui nous servent de sentinelles et qui ont pu d'ailleurs déjà constater les premiers investissements que nous avons demandé d'inscrire dans la DSP que nous avons négocié cet été et qui ont pour objectif de réduire toute une série de nuisances. Mais là, il s'agit de l'investissement majeur que nous devons faire dans deux-trois ans.

Il faut donc se donner les moyens d'une étude sérieuse pour qu'ensuite nous prenions ensemble cette décision.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Je tenais, en tant que Maire de Lattes, à remercier les services de la Métropole et René Revol pour l'attention qu'ils portent, de façon très pointue, à l'amélioration du fonctionnement de Maera dans les conditions actuelles d'exploitation, avec les travaux et les améliorations qui ont été commandés lors du renouvellement de la concession.

J'appuie totalement les propos de René. Il est nécessaire, pour que l'on puisse utiliser à fond ce bel équipement de Maera et surtout en respectant l'environnement des riverains, que l'on puisse investir dans les deux-trois ans sur ce site en agrandissement, en modernisation et surtout en prenant en compte des conditions d'exploitation liées à la pollution et à la pollution olfactive qui est liée à cette exploitation sur notre commune. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 43. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°44 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ECONOMIE D'EAU – APPEL A PROJET 2015 DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE : ECONOMISER L'EAU POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - CANDIDATURE DE LA METROPOLE ET DEMANDE D'AIDES FINANCIERES**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Il s'agit là de la candidature de la Métropole et des demandes d'aides financières. Allez-y, Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Juste une précision. Il s'agit d'un dossier qui nous tient beaucoup à cœur, aux services et à l'ensemble des élus, puisqu'il s'agit d'engager une grosse campagne de travaux et en même temps d'éducation dans l'économie des ressources et pour faire diminuer les fuites dans les réseaux existants. La délibération que vous avez en main aboutit au total à un investissement qui est de près de 800 000 euros et nous répondons à un appel à projet de l'Agence de l'eau dont le financement se portera jusqu'à 50 % de cette somme.

Il est important qu'au cours de l'année 2016, qui sera la première année d'existence de la Régie Aqua d'Oc, qu'elle puisse piloter par là même quelque chose de tout à fait central. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes ressources, il faut aussi la préserver dans la façon dont on l'exploite.

Monsieur le Président

Monsieur Raymond.

Monsieur RAYMOND

Je suis tout à fait favorable à cette délibération. Pour autant, juste pour information, sur l'action 3 page 2, je ne comprends pas qu'il soit seulement mentionné ces communes-là. C'est-à-dire Sussargues, Castries, Beaulieu, Restinclières, Saint-Geniès, Saint-Drézéry. Dans la mesure où la ressource en question alimente également la commune de Baillargues par exemple, qui n'est pas mentionnée. Et la commune de Montaud est plus sur Fontbonne, mais comme Saint-Drézéry. Donc, par rapport au schéma directeur d'eau potable du Syndicat mixte Garrigues Campagne, je ne comprends pas comment ont été dissociées ces communes.

Monsieur REVOL

Très simplement, ça fait partie d'une sectorisation, comme c'est précisé plus haut, qui définit finalement avec précision, sur chaque secteur, le plan d'investissement. Cela a donc été fait en négociations avec Garrigues Campagne, puisqu'une bonne partie de ces communes, à part Sussargues, fait partie du réseau Garrigues Campagne. Il faudra donc se poser la question avec eux de l'organisation de cette sectorisation pour que la totalité des communes soit finalement concernée.

Mais c'est un objectif que l'on se donne à terme d'une action sur la totalité de cette zone et il fallait que notre appel à projet entre dans un cadre qui soit éligible par l'Agence de l'eau. Nous ne pouvions donc pas développer les choses d'une manière trop extensive. Mais nous allons commencer par ça et à partir de là, nous allons pouvoir nous étendre à la totalité du réseau.

Je vous rappelle l'objectif que nous nous sommes fixé lorsque le Président et moi-même avons présenté la mise en place de la Régie, de passer d'un rendement des réseaux qui est actuellement de 80 %, ce qui n'est pas mauvais, mais pas optimal, à ce que nous puissions nous rapprocher et atteindre la norme de 85 % de rendement dans les cinq ans, ce qui est un objectif de préservation de la ressource. Nous allons donc continuer cet investissement. Donc, si tu veux, nous pouvons reprendre ça, nous avons bientôt une réunion commune, où tu seras présent, je crois, sur Garrigues Campagne qui nous permettra de le faire avec précision sur ce secteur.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 44. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°45 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE DE SAINT GENIES DES MOURGUES ET SUSSARGUES - ALIMENTATION ELECTRIQUE – CONVENTION FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE SAINT GENIES DES MOURGUES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est pour l'alimentation électrique. Qui veut des explications auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT – MARCHE DE TRAVAUX N°3829EA15 RESEAUX DU SECTEUR NAVITAU – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°47 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PRADES LE LEZ – CONVENTION FINANCIERE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'EAU POTABLE IMPASSE DU RUISSEAU DE NOUAN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°48 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ACCORD CADRE N°3398EA14 DE TRAVAUX SUR LES RESEAUX D'EAU POTABLE, D'EAU BRUTE ET D'ASSAINISSEMENT – AVENANT N°1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des compléments d'information auprès de René Revol ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°49 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHE N°3992EA15 DE TRAVAUX COURANTS SUR LES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHES

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires ? Je fais voter. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°50 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MARCHE A BONS DE COMMANDE N°3970EA15 DE PRESTATIONS GEOTECHNIQUES ET HYDROGEO-TECHNIQUES RELATIVES AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE VOIRIE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHES

Monsieur le Président

Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°51 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHES N°3877GD15 DE PRESTATIONS DE SERVICE POUR LA GESTION DES DECHETERIES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès du Vice-Président, Cyril Meunier ? Monsieur Larue.

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais profiter de ces affaires 51 et 52 pour dire quelques mots sur la politique de gestion des déchets. La France produit environ 350 millions de tonnes par an, dont 70 % sont issus du secteur de la construction et 10 % des ménages. Sur les 10 %, chaque habitant produit environ 450 kg de déchets par an, dont un peu plus de 300 kg d'ordures ménagères. Le tri est un enjeu essentiel qui permet à la fois la baisse de la quantité des déchets et le recyclage. Plus et mieux on trie, moins on enfouit, moins on pollue, encore faut-il pouvoir trier.

Montpellier et sa Métropole sont en retard sur le tri des déchets. En témoigne notamment la page 20 du magazine de la Métropole dans lequel il est indiqué que faute de tri suffisant, seuls 65 kg de ces résidus sont traités par Montpellier Méditerranée Métropole. Même les plus fervents défenseurs du tri se découragent, notamment dans notre ville, hélas. Le ramassage des ordures ménagères fonctionne, bien que certains lieux servent encore de dépotoirs, mais le tri s'avère un parcours du combattant. Le plus difficile est de trier les emballages et le papier, poubelles jaune et bleue. Il n'y a tout simplement pas de poubelle jaune, notamment en centre-ville, mais pas seulement. Les bacs réservés aux ordures ménagères reçoivent donc les deux types de déchets, quand le vert ne s'y ajoute pas. Des containers jaunes devraient être mis à disposition de la popu-

lation à côté de chaque container classique, car les collectes au porte-à-porte, via les sacs jaunes par exemple à Montpellier, s'effectuent une fois par semaine seulement. Ce sont aux habitants de faire la démarche de réclamer ces sacs et ils doivent donc attendre une semaine entière pour se défaire de ces déchets qui les encombrent.

Cette solution est bien peu incitative et souvent tout simplement méconnue par les habitants, de même pour les autres villes de la Métropole. Le site de Montpellier Méditerranée Métropole ne guide absolument pas les usagers sur ces questions. On apprend effectivement qu'il y a une collecte au porte-à-porte – personnellement je ne l'ai jamais vu – et les containers, dont on ne sait pas où ils sont situés et combien ils sont.

Il y a donc deux points, rendre possible le tri et informer et inciter la population. Je rappelle simplement que le choix de produire avec moins d'emballage permet de réduire d'environ 26 kilogrammes par an et par habitant les quantités de déchets et qu'un compost efficace permet de réduire de 40 kg par an et par habitant. Etant donné le peu glorieux bilan d'Ametyst, comme le titrait le Midi Libre samedi dernier, ce dernier point constitue un enjeu majeur pour les années à venir et auquel, une fois encore, les habitants ne sont pas du tout sensibilisés dans les villes. Or, le compost sert l'agriculture notamment et c'est un équilibre écologique sur le territoire qu'il faut penser.

D'ailleurs, au sujet de cet article du Midi Libre, je tenais à dire que j'avais été assez surpris par la déclaration du Directeur d'Ametyst qui disait qu'effectivement, l'année dernière, nous avons produit 150 tonnes de compost alors que l'objectif, dans le cahier des charges, était de 28 000 tonnes. Et il disait « je suis d'accord, je n'ai pas rempli mes objectifs, mais d'un autre côté, ce n'était pas ma préoccupation cette année ». Je trouve ça assez hallucinant que quelqu'un qui a vocation à gérer une usine, dont le but notamment est de produire du compost, dise clairement et sans détour que ça n'était pas sa priorité. Je pense qu'effectivement, ça mérite un débat et ça mérite peut-être un recadrage assez ferme.

Enfin, sur les 70 %, 70 % de la production de déchets est issue du secteur de la construction et un tiers des déchets du BTP n'est pas encore valorisé. Le secteur du BTP à Montpellier est essentiel, comme vous le savez. La Ville construit, se construit et s'étend. L'ADEME Languedoc-Roussillon a publié un état des lieux des plans de prévention et de gestion des déchets de chantier du Bâtiment et des Travaux publics. Le Département est chef de file et il s'appuie sur les Collectivités locales. Et sans mauvais jeu de mots, c'est un véritable chantier que la Ville et sa Métropole doivent soutenir et anticiper.

J'aimerais donc avoir votre sentiment sur ce qu'il faudrait faire pour améliorer la politique de tri puisque vous-mêmes, et sans polémique, vous admettez que l'on ne trie pas assez et que le fait de ne pas trier assez coûte très cher à la collectivité, sans parler en matière d'écologie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Monsieur Meunier.

Monsieur MEUNIER

Monsieur Larue, j'ai eu un peu de mal à vous entendre parce que vous avez l'air d'avoir la voix cassée, mais j'ai à peu près compris que j'avais eu droit aux litanies habituelles de tous les questionnements existentiels sur les déchets. Nous allons être très clairs, tout ce qui est la politique d'il y a trop d'emballages, il faut moins d'emballages, etc., ce n'est pas aux collectivités à le régler, c'est à nous tous et aux entreprises à arrêter de nous donner des emballages qui font trois fois la taille de n'importe quel produit que l'on achète. Donc, ça, je balaye.

Ensuite, Ametyst ne fonctionne pas. Arrêtez ! Ametyst fonctionne. Ce n'est pas parce que nous avons eu un article dans Midi Libre où on a instruit qu'à charge Ametyst. Oui, nous sommes en échec sur le compost, on le sait. Et quand on a négocié, vous m'avez d'ailleurs dit que vous aviez compris ce que j'avais expliqué lors de la renégociation de la convention d'Ametyst. Nous avons mis le paquet pour que l'on puisse améliorer les choses. On ne pourra pas faire du bon compost si on n'a pas un meilleur ramassage des biodéchets. Sur les biodéchets, nous sommes en échec. Ce que nous avons essayé ne fonctionne pas. Donc, on le sait et nous sommes en train de regarder.

Pour résumer les réponses que je peux vous apporter, à vous et à l'ensemble de nos collègues, parce que c'est un point très important de notre engagement politique aux uns et aux autres. Nous sommes en train de revoir le système de collecte. Nous allons donner les marchés dans peu de temps, nous venons de recevoir

les offres. Nous avons des offres intéressantes qui nous ont été faites sur les trois zones de collecte. Avec un point très important sur le centre-ville de Montpellier qui est un point difficile et qui est un point essentiel au cadre de vie de nos amis montpelliérains et de tous ceux qui fréquentent le centre-ville, qu'ils viennent de la Métropole ou d'ailleurs. Donc, là, nous avons lié, pour la première fois, le marché propreté avec le marché de la collecte en faisant un listing très précis de toutes les problématiques que l'on pouvait avoir et de toutes les incompréhensions que l'on pouvait avoir sur le centre-ville.

Avec le Président Saurel, nous avons eu des réunions, nous avons rencontré les personnes qui étaient en charge de cette collecte et de ce nettoyage et nous avons écouté y compris les ouvriers qui sont sur le terrain et qui sont en charge de répondre aux habitants qui ne comprennent pas pourquoi, quand ils voient passer un camion de déchet, ils ne peuvent pas mettre le sac qu'ils ont entre les mains parce que ça n'est pas le bon sac, au bon moment, etc.

Je ne vais pas tout vous lister sinon je vais répondre à un livre par un livre. On va donc se retrouver un peu bêtes vous et moi. Ça, c'est la première chose.

La deuxième chose, nous sommes en train de répondre – et j'étais cet après-midi auditionné par la Directrice régionale d'Eco-emballages – au grand plan qu'a lancé Eco-emballages pour accompagner les collectivités territoriales en matière d'amélioration de nos conditions de tri. Nous avons un point important sur le verre parce que le verre, c'est essentiel, parce que ça se récupère bien et ça alourdit nos chiffres en matière de non-revalorisation des déchets. Et qu'à ce titre-là, comme le verre c'est très lourd, il est évident que comme tout se calcule en tonne, si déjà les uns et les autres on retire le verre des poubelles où il n'a rien à y faire, nous allons gagner en efficacité. La deuxième chose, on essaie de trouver des solutions pour les biodéchets et nous allons en particulier tester à avoir des apports volontaires de biodéchets. Il y a pas mal de maires des communes avoisinantes qui m'ont donné leur accord et ils vont être sollicités très rapidement pour me dire où est-ce que nous allons mettre les colonnes test. Mais je pense qu'il faut que l'on revoie tout à fait notre stratégie en la matière.

Et puis après, je ne sais plus quelles sont les questions que vous avez posées, mais je peux vous dire que nous sommes, via la nouvelle formule d'Ametyst, via les nouvelles modalités de collecte, nous allons pousser les gens à plus trier. Et nous allons réexpliquer ce que l'on peut mettre dans la poubelle jaune. Et avec l'augmentation des filières de recyclage, petit à petit, on peut mettre de plus en plus de choses dans la poubelle jaune. Nous n'avons qu'un petit problème, ce sont les plastiques souples pour lesquels, dans notre Région, nous n'avons pas de filière qui est proposée et donc qui nous pose souci.

Dernier point et puis après j'arrête, sinon je vais répondre à un livre par un livre. N'oubliez pas que l'on améliore Demeter. Demeter, c'était la première usine de tri et de valorisation, après celle de Dunkerque, en France. Donc, c'est une usine qui nous a donné grande satisfaction jusqu'à présent, nous allons l'agrandir, nous allons l'améliorer. Et à partir du moment où on aura l'amélioration de Demeter, nous pourrions accueillir beaucoup plus de choses en tri.

Après, je pourrais vous répondre sur les sacs, etc., mais ça va durer trop longtemps. Je me tiens donc à votre disposition, ainsi qu'à celle de tous nos collègues que cela intéresse. Il y a des commissions où, au-delà des dossiers qui sont présentés au conseil suivant, je me fais un grand plaisir de répondre aux questions des gens qui y viennent.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Quelqu'un d'autre souhaite-t-il s'exprimer ? Je n'ai rien à rajouter ni rien à retirer à ce qu'a dit Monsieur Meunier, je partage son point de vue. Je dis seulement que la conception des contrats qui vont être demandés est tout à fait nouvelle et permettra une meilleure propreté et une meilleure collecte des ordures ménagères. Nous testons d'ailleurs, avec Madame Valérie Bartas, dès ce lundi, les collectes mobiles au boulevard Louis Blanc, qui est une proposition que l'on fait et nous allons voir si ça fonctionne. Nous allons donc aller tester pour améliorer les choses.

Donc, c'est un problème qui n'est pas récent. Ametyst a une dizaine d'années à peu près, c'est un problème qui n'est pas récent. Il est bien évident que si le tri ne se fait pas de façon permanente et ne se fait pas bien, on a du mal à isoler les biodéchets et donc à fabriquer du compost. Donc, on en est là. Mais ce qui n'est pas dit dans l'article, et je rejoins Monsieur Meunier, c'est que la production d'énergie est tout à fait supérieure à ce que l'usine avait prévu de produire.

Donc, ça n'est pas parfait, loin de là, mais il y a des avantages aussi.

Monsieur LARUE

J'insisterai effectivement à multiplier les clauses de pénalité contre les exploitants puisqu'à chaque fois, l'on se trouve dans des contrats qui sont longue durée et nous avons quand même tendance, dans ces situations, à avoir une espèce de rente de situation. Donc, effectivement, avec des clauses pénales très incitatives, nous pourrions éviter ce type de déclarations, comme celle du Directeur que j'ai évoqué tout à l'heure en disant « ça n'était pas mal priorité du moment ». A partir du moment où vous vous engagez sur un cahier des charges et sur des quantités contractuelles, vous ne pouvez pas dire décemment que ce n'est pas votre priorité.

Mais sur le reste, je suis totalement satisfait par la réponse de Monsieur Meunier et je suis effectivement prêt à échanger librement avec lui sur le sujet.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Meunier, un mot.

Monsieur MEUNIER

Merci de votre réponse, Monsieur Larue. Je rajoute à ce qu'a dit le Président Saurel, nous avons un bilan énergétique sur Ametyst qui est bon et si Ametyst ne fonctionnait pas, votre poubelle ne serait pas ramassée. Alors qu'elle est ramassée, ça va à Ametyst, on en sort un produit qui n'est certes pas un produit de qualité de compost, mais un produit qui est inerte et qui n'a rien à voir avec la formule avant Ametyst qui était le Thôt, que j'ai bien connu puisque c'était sur ma commune, où là, on jetait en pleine nature votre poubelle directement à l'air libre à quelques mètres d'une zone de Natura2000.

Donc, il est toujours facile, sur un sujet aussi compliqué que celui des déchets, de s'auto-flagéler et c'est ce que je dis régulièrement à ceux qui nous critiquent ou ceux qui, à l'intérieur, pensent que l'on est particulièrement critiquable. L'ensemble des OMR de l'Agglomération de Montpellier est traité au sein de l'Agglomération de Montpellier, et ceci, nous sommes assez peu de collectivités à pouvoir l'assumer de cette manière-là.

Alors, ça n'est pas parfait, en matière de tri nous ne sommes pas parfaits. En matière de biodéchets, nous avons loupé notre coup, il faut réinventer des solutions. Mais j'invite tous ceux qui ont des bonnes idées à me les transmettre, nous verrons si nous sommes en mesure de les mettre en place.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 51. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? 1 abstention. Adopté.

AFFAIRE N°52 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – ADHESION AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET METHEOR POUR L'ANNEE 2015 - APPROBATION

Monsieur le Président

Amorce regroupe les Collectivités ayant les compétences de gestion des déchets. Metheor regroupe les Collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation. Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent à 5 830 et 2 000 euros pour Metheor. Qui veut des explications supplémentaires ? Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°53 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE L'HERAULT ET LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dites-nous un mot, Monsieur Travier, s'il vous plaît.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues. C'est une collaboration qui existe depuis plusieurs années avec la DTPJJ, le Musée Fabre et la DRAC dans le cadre d'un contrat particulier auquel l'Etat est intéressé au même titre que nous. Donc, nous permettons la réinsertion sociale des jeunes qui sont dits placés sous main de justice de façon à leur permettre d'accéder à la culture, de se stabiliser, de réaliser des travaux avec le Musée, qui vont d'ailleurs donner lieu, dans quelques jours, à une restitution. Tout ça, dans le cadre du protocole « culture justice ».

Donc, ce projet concerne 10 adolescents qui sont suivis par la PJJ. Et le Musée Fabre, quant à lui, s'engage à mettre à disposition ses collections et ses médiateurs, ce qui représente en tout et pour tout, pour le musée, un coût de 2 500 euros.

Je rappelle que nous faisons la même chose, ce qui est très rare, avec des détenus de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, qui peuvent se rendre au Musée dans des conditions de sécurité renforcées, bien évidemment.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Qui demande la parole ? Monsieur Boumaaz.

Monsieur BOUMAAZ

Avec ce que vous m'avez mis dans la gueule pendant toute la séance, ça, c'est sûr.

Monsieur le Président

Ce n'est pas dans la gueule, c'est dans Google.

Monsieur BOUMAAZ

Monsieur le Président, Monsieur Travier. Je vais vous demander des explications un peu plus précises sur cette affaire.

Monsieur TRAVIER

Mais volontiers.

Monsieur BOUMAAZ

Mais tout d'abord, je demande des explications, car je crois tout simplement que depuis jeudi dernier, Monsieur Travier, votre légitimité pour mener la culture à la Métropole de Montpellier est entravée. Je m'explique. Lors du dernier Conseil de Métropole, les propos de Monsieur Travier étaient non seulement hors sujet, mais indignes d'un élu de la République qui vous représente, Monsieur le Maire Président.

Toutefois, je tiens à vous féliciter pour votre élégance, votre courage. Eh oui, il en a fallu du courage pour avoir cette attitude en mon absence.

Monsieur TRAVIER

Mais où étiez-vous ?

Monsieur BOUMAAZ

Monsieur Travier, laissez-moi terminer.

Monsieur le Président

C'est Monsieur Cour qui va vous répondre. Il est en forme.

Monsieur BOUMAAZ

Je ne vais pas m'acharner sur vous, Monsieur Travier ou Monsieur Culture et je vais mettre ce comportement sur un coup de sang.

Monsieur TRAVIER

Ce n'est pas faux.

Monsieur BOUMAAZ

Oui, vous avez les nerfs à vif et sachez-le, je le comprends et je l'entends tout à fait. Car depuis un mois, vous devez aussi gérer la délégation culturelle à la ville de Montpellier en remplacement du regretté Cédric De Saint-Jouan.

Monsieur TRAVIER

Il n'est pas mort.

Monsieur BOUMAAZ

Lui, un dandy authentique et vous, un authentique bourgeois désintéressé de la culture populaire. Que cela doit être difficile de se voir doubler la charge de travail, Monsieur Travier, de se voir doubler de responsabilités et d'indemnités sans avoir y été préparé, comme vous l'avez d'ailleurs reconnu vous-même. Eh oui, vous l'avez reconnu vous-même lors du dernier Conseil municipal en vous excusant de ne pas connaître vos dossiers, voire l'ensemble des dossiers culturels qui ont été présentés à la Ville de Montpellier.

Ensuite, au regard de votre CV, Monsieur Travier, ancien magistrat notamment, je pense sincèrement que vous êtes désormais la honte, mais la honte de votre ancienne profession.

Monsieur le Président

Laissez-le s'exprimer. C'est la première fois qui parle ce soir. C'est édifiant. Allez-y.

Monsieur BOUMAAZ

Et sincèrement, Je pense que tout le monde aura lu l'Agglorieuse d'hier. Monsieur, j'approuve les propos de Maître Dumont. En effet, pour rappel, le Tribunal administratif est allé contre votre recours, Monsieur le Maire et autorisé le spectacle de Dieudonné. Vous êtes, vous Monsieur Travier, la honte, car vous avez condamné une décision de justice et vous vous positionnez sur une morale gauchisante et insupportable. Etrange pour un homme de droit, même si vous n'avez pas de doctorat. La justice a donc supplanté votre morale, Monsieur Travier.

Je vais donc lire le référé : « Le juge estime que la mesure prise par le Maire de Montpellier a porté une atteinte grave et manifeste illégale à la liberté d'expression et à la liberté de réunion ».

D'autre part, à cette soirée, sachez que ce sont des milliers de montpelliérains et des citoyens de la Métropole de tout âge, des enfants jusqu'aux grands-parents, que vous êtes Monsieur Travier, qui ont payé leur place pour se divertir, certains parmi eux ont même été sans doute vos électeurs. La salle était une belle représentation de citoyens comme vous, comme moi, pour la plupart non encartés. Vous savez, les mêmes citoyens que vous êtes censé défendre et sur lesquels vous appuyez votre politique autrement. Et vous, vous Monsieur l'élu, Monsieur l'élu dit d'une liste citoyenne, vous avez décidé de mépriser plus de 4 000 citoyens, en quelques mots. Bravo ! Soit, vous étiez comme des millions d'autres à défiler « je suis Charlie », « I am Charlie » mais là encore, vous avez incarné un comportement qui révèle uniquement de la posture et surtout de l'imposture comme vous le faites si bien aujourd'hui.

Je vous rappelle que jeudi dernier, vous avez fait passer votre pensée, votre morale, au-delà de la liberté d'expression, et plus grave, au-delà de la loi, excusez-moi au-dessus de la loi.

Cependant, je tiens à vous garantir toute mon empathie, oui Monsieur Travier. Contrairement à vous, je ne suis pas en colère, car j'ai de la compassion pour vous, Monsieur. En effet, dans un contexte où le Président PS pour faire court est omniprésent dans la presse, j' imagine qu'il est difficile, pour ses élus, d'exister. Cela doit d'ailleurs générer beaucoup de frustration chez vous et donc quelques dérapages incontrôlés pour essayer de se faire une petite place dans les médias. Dans cette bataille qui vous regarde, Monsieur Travier, les Montpelliérains eux, encore plus ceux des quartiers populaires, ne voient toujours pas venir la culture dans leur environnement culturel quotidien. Vous n'êtes là que depuis un an, mais hormis casser les budgets de certaines associations, vous n'avez proposé aucune vision.

Du coup, très sincèrement et avec toute ma sympathie la plus profonde, et c'est vrai que je ne suis pas Baudelaire pour vous écrire de grands vers, ni Victor Hugo pour vous dire de grands mots, mais je reste moi-même avec ce petit CV allégé face à vous. Et parfois, je vois à travers vous ce petit regard de beurre allégé, non pas pour vous exprimer ma pitié, Monsieur Travier, mais bien tout mon courage pour la suite de votre premier et dernier mandat. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Boumaaz. Simplement, je voudrais relever quelque chose d'antinomique dans votre propos, et nous n'allons pas ouvrir le débat parce que votre intervention se suffit à elle-même. Mais vous vous faites défenseur de la culture et des associations, vous, Madame Jamet et Madame Lledo votez contre en permanence, contre toutes les affaires liées à la culture.

Je mets aux voix l'affaire 53. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°54 : CULTURE – TOTAL FESTUM 2015 – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

AFFAIRE N°55 : CULTURE – COLLOQUE INTERNATIONAL « FORMES DU PORTRAIT. LES PROBLEMATIQUES DE LA REPRESENTATION DANS L'IMAGINAIRE GRECO-ROMAIN » - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION A L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : CULTURE – ASSOCIATION « LES AMIS DU CHATEAU DE CASTRIES » - ADHESION ET APPROBATION DES STATUTS – DESIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous vous proposons d'adhérer à l'association et de procéder à la désignation d'un membre élu titulaire et d'un suppléant. Je vous propose, comme membre titulaire, Monsieur Guy Barral et comme membre suppléant, Monsieur Bernard Travier. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Trop tard, vous avez voté pour Monsieur Travier.

AFFAIRE N°57 : CULTURE – PLANETARIUM GALILEE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE PLANETARIUM DE BRETAGNE – AVENANT N°1 – CESSION DE DROITS AUDIO-VISUELS – TARIFS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du Vice-Président, Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE – CONVENTION AVEC L'EDUCATION NATIONALE 2015/2016 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier, Vice-Président ? Madame Jamet.

Monsieur MEISSONNIER

Ah France, je t'aime.

Monsieur le Président

Allez-y, Madame Jamet.

Madame JAMET

Il n'y a pas que le Front National, ça n'est pas que Montpellier, c'est qu'il n'y a que nous qui bougeons. J'ai juste une question à poser à Monsieur Meissonnier. Pourquoi une augmentation si forte pour la patinoire ?

Monsieur MEISSONNIER

Ça, c'est le point suivant. L'affaire 58, il s'agit d'une convention. Essaye de suivre, France. Le premier point, c'est 58, ce sont les conventions que l'on renouvelle avec l'Education nationale pour la piscine, ce qui concerne 800 classes et notamment 200 000 élèves. Et donc, après avec la patinoire. Donc, là-dessus, je ne pense pas que tu as de question fondamentale à te poser.

Après, concernant la patinoire, c'est le point qui suit, mais je laisse le Président faire voter.

Monsieur le Président

Je fais voter l'affaire 58. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N°59 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS - NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION

Monsieur Meissonnier

Il s'agit d'une augmentation symbolique qui est validée par les services de la Métropole, mais avec la convention qui avait été préalablement établie avec les prestataires.

Je profite, avant de rendre la parole, de faire un petit éclairage à Monsieur Mustapha Majdoul qui n'a pas voté la subvention lors d'un dernier Conseil de Métropole, la subvention au club taurin. Donc, je rappelle à Monsieur Mustapha Majdoul que s'il peut avoir des réticences à lire les rapports que l'on peut présenter, notamment quant au soin que l'on apporte à la course camarguaise, et notamment aux taureaux, il y a dès maintenant des affiches un peu partout dans la ville, prônées par les anti-corrida, qui font état que les subventions que nous avons votées vont bien dans le sens de l'intérêt de l'animal, notamment des taureaux camarguais et qu'il ne faut pas confondre avec la corrida.

Il y a donc vraiment des images chocs et j'espère que Monsieur Majdoul se promène en ville et ouvre les yeux. Et je l'invite à la fête du taureau où il pourra très rapidement comprendre quel est l'intérêt de la Métropole de soutenir ce genre de traditions sportives et culturelles. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Jean-Luc. Deux petites dates pour terminer, si vous permettez. D'abord, le prochain Conseil de Métropole qui se tiendra le 29 juin à 19 heures.

Ensuite, vous rappeler que samedi matin, à 11 heures, et vous êtes bien entendu tous conviés à l'inauguration de la Comédie du livre qui se déroulera à la fois sur la place de la Comédie, mais aussi dans les médiathèques de la Métropole. L'après-midi, c'est le trophée taurin qui continue et à partir de 16 heures dans les arènes de Baillargues. Merci. Madame Guiraud, pardon, je fais voter l'affaire 59 et je vous donne la parole.

Affaire 59, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Isabelle Guiraud.

Madame GUIRAUD

Vous me permettez, Président, et peut-être je m'exprimerai au nom de certains de mes collègues. Je voulais rappeler qu'ici, ce n'est pas Montpellier, ici, c'est la Métropole. Ici, c'est 31 communes, ici, jusqu'à présent,

c'était un lieu de concorde, en tout cas c'est ce que j'ai connu sous le mandat précédent. Je suis désolée, la politique n'a pas à entrer ici. Nous avons à travailler les uns avec les autres.

Je vais vous rapporter un mot de Marlène Dietrich qui parlait d'une chanteuse et en parlant d'elle, elle disait « de l'air chaud ». Alors, voilà, Madame Jamet, Monsieur Boumaaz, c'est de l'air chaud. Madame, ici, il n'y a pas de petit maire. Il y a peut-être des maires de petites communes, mais ici, il n'y a pas de petit maire, que je sache.

Monsieur le Président

Merci, Isabelle. Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée.